

• revue bimestrielle
d'information
et d'analyse

politikā

septembre
octobre
2017

#06



nomadisme politique | page 10
L'ère des caméléons



culture de rente | page 24
La vanille malgache
s'essouffle

thème spécial

industrialisation

IL EST GRAND TEMPS !

- L'industrie malgache, c'est le moment ou jamais | page 24
- Qu'on le veuille ou non, le Rwanda est l'avenir de l'Afrique | page 18
- Pr. Carlos Lopes : " À Madagascar, il n'y a rien qui ne puisse être soumis à une transformation radicale " | page 34
- Pauvreté, péril en la demeure | page 38

*Ceci n'est pas un
débat politique.*



LA FES À MADAGASCAR

Le bureau de la Fondation Friedrich Ebert Madagascar fait partie du grand réseau qui compte plus de 100 bureaux dans le monde entier. Madagascar a été parmi les premiers pays partenaires de la Fondation. Le bureau à Antananarivo existe depuis 1964. Les activités principales à Madagascar sont axées sur les domaines suivants:

- la promotion de la culture politique démocratique
- le renforcement de la démocratie sociale
- la promotion de jeunes leaders malagasy
- le rôle des médias dans la démocratie
- le développement durable et la transformation de l'économie
- le soutien au dialogue social
- l'intégration régionale et internationale



NOS OBJECTIFS

Une société libre et solidaire qui promeut l'égalité des chances en matière de participation politique, économique, sociale et culturelle, sans distinction d'origine, de sexe ou de religion ; une démocratie dynamique et solide ; une économie portée par une croissance durable et offrant un travail décent pour tous ; un Etat social qui offre de meilleurs systèmes de formation et de santé, lutte contre la pauvreté et protège contre les principaux aléas de la vie ; un pays qui assume ses responsabilités pour la paix et le progrès social en Europe et dans le monde.



NOS ACTIONS

Nous œuvrons pour la promotion et le renforcement de la social-démocratie, notamment à travers:

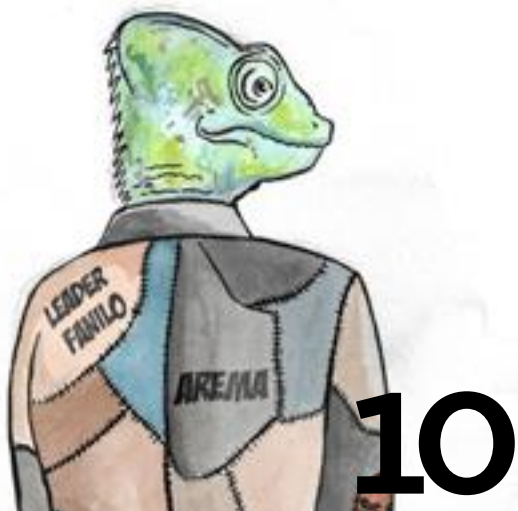
LA FORMATION POLITIQUE
LE CONSEIL POLITIQUE
LA COOPÉRATION INTERNATIONALE
L'OCTROI DE BOURSES
LA MÉMOIRE COLLECTIVE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

politikā

vivons la politique. différemment.

Friedrich Ebert Stiftung Bureau Madagascar
1er Etage Immeuble Prestige
Lot II M 91 Ter D Antsahabe Antsakaviro - BP : 3185
Antananarivo 101, Madagascar
+(261) 20 2234424
info[at]fes-madagascar.org

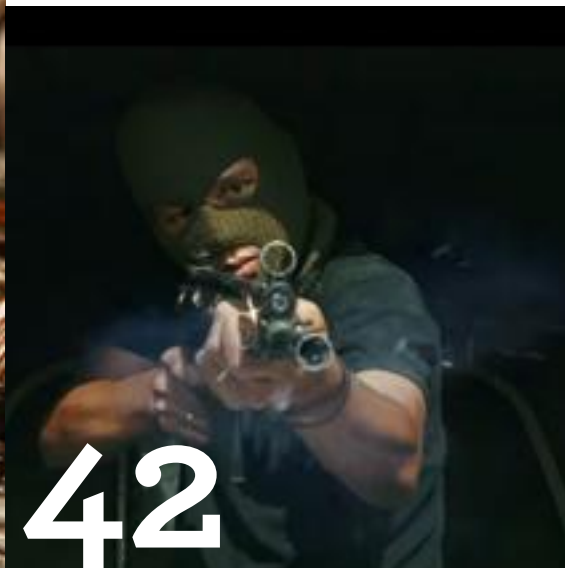
**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**



10



28



42



UN BESOIN PRESSANT POUR MADAGASCAR

28

sommaire

prélude

polis

- 8 **parlementarisme.** À la recherche de son second souffle
- 10 **nomadisme politique.** Caméléon et fier de l'être
- 14 **Ganstabab.** Gangster à terre
- 16 **YLFCC.** Des jeunes engagés dans la lutte contre le changement climatique
- 18 **valeurs.** Qu'on le veuille ou non, le Rwanda est l'avenir de l'Afrique

focus

- 22 **monnaie.** Grosse coupure, gros problèmes
- 24 **culture de rente.** Ça ne sent pas bon pour la vanille malgache
- 27 **regard.** Libérer l'Afrique (et son potentiel)
- 28 **DOSSIER. industrialisation.** Un besoin pressant pour Madagascar

- 34 **industrialisation.** Pr. Carlos Lopes : « À Madagascar, il n'y a rien qui ne puisse être soumis à une transformation radicale »
- 38 **pauvreté.** Péril en la demeure

actuel

- 42 **septième art.** Les films malgaches font leur cinéma
- 44 **blog.** Oui, le monde à l'envers pour l'« envers du monde »
- 45 **à la page.**
- 46 **nota bene.**

Pourquoi tout ce ramdam autour de l'industrialisation ces dernières années ? C'est l'une des voies les plus rapides qui mènent au développement, tout simplement. Nous qui nous délectons de la culture du copier-coller, pourquoi ne pas copier les meilleures pratiques dans ce sens ? Madagascar a tous les atouts pour se sortir de sa situation, pourquoi ne pas envisager qu'il devienne un leader régional d'ici une dizaine d'années ? Le Rwanda a bien fait de grands bons en avant en moins de 20 ans. Utopique, diront les sceptiques. Faisable, s'enthousiasmeront les réalistes. Les pragmatiques, quant à eux, préféreront retrousser leurs manches pour travailler pour au moins atteindre le dixième des objectifs fixés. Des exemples, comme les schémas appliqués par l'Asie du Sud-Est ou l'Éthiopie, nous indiquent que tout est possible avec une bonne dose de bonne volonté, et surtout si l'on affiche un désir commun d'aller de l'avant. Ce numéro, exceptionnel à bien

des égards, nous met face à nos responsabilités et à nos défis. Sont distillées dans nos colonnes, les pistes de réflexion et essentiellement d'action pour nous sortir de notre condition. Mais pour « s'en sortir », il faut résolument oser et être ambitieux. Avec ces armes, nous pourrions défier, à la fois le défaitisme ambiant et cette lenteur exaspérante, à la limite institutionnalisée et vendue comme accroche touristique. Or, la détresse de millions d'enfants nous oblige dorénavant à presser le pas, à accélérer les réformes et à mettre les bouchées doubles dans le domaine de l'industrialisation. Il faut agir avec intelligence et vite. Des conjonctures particulières font que nous sommes à la croisée des chemins et que nous avons encore notre destin en main, il n'est pas encore trop tard. Nous avons le choix : soit bondir comme le lièvre pour s'extirper de ce bourbier, soit se morfondre dans cette posture immobiliste et dans cette pauvreté extrême qui nous torturent depuis des décennies. **P**

Le lièvre ou la torture



Andriamanambe RAOTO

contributeurs



Haingo RAJOELISON
Les films malgaches font leur cinéma
 Pour Haingo « Misstik » Rajoelison, changer le monde passe par deux choses : la recherche du beau et bien vivre ensemble. C'est ainsi qu'elle œuvre à la fois dans le socioculturel et la politique. Elle est membre de plusieurs associations et est SGA du parti DHD Madagascar. YLTP 2017.



John MIANDRARIVO
Parlementarisme, à la recherche de son second souffle
 Muni d'un master en Sciences sociales appliquées au développement, il a longtemps baigné dans le monde de la conception de projets de développement, notamment sur la valorisation de la formation professionnelle à Madagascar. John Miandrarivo est le chargé de projet à la FES concernant la coopération avec le Sénat et l'Assemblée nationale. YLTP 2016.

Yves ROBINSON

Illustration pour Caméléon et fier de l'être
 Architecte de formation, il a été, depuis ses débuts en cours d'architecture, attiré par le dessin, la peinture et les arts plastiques en général. Après avoir été apprenti auprès de Hemerson et Rfaral, il s'essaie avec bonheur à la bande dessinée en 2011 et ne lâche plus la discipline. Il est membre de l'association Tantsary.



Simon Allison

Qu'on le veuille ou non, le Rwanda est l'avenir de l'Afrique
 Journaliste-chercheur, spécialisé dans le champ des politiques africaines, Simon Allison est correspondant de divers journaux nationaux et internationaux comme *The Guardian* ou *The Daily Maverick*. Basé à Johannesburg, il a fait des études de politique et de droit. Il a travaillé pour l'AFP en Somalie, ainsi que pour la Mo Ibrahim Fondation. Il est associé à l'« *Institute for security studies* ».



Rado RATOBISAONA

Grosse coupure, gros problèmes
 Il travaille sur l'étude des réseaux socio-économiques et l'impact de ceux-ci sur le marché du travail dans les pays en voie de développement, dans le cadre de sa thèse en économie. Rado Ratobisaona enseigne également les matières d'économie quantitative à l'Université Aceem et à l'IEP Madagascar. Il est membre actif du Crem. YLTP 2010.



Elia RAVELOMANANTSOA

Oui, le monde à l'envers pour « l'envers du monde »
 C'est dans le monde de la communication qu'elle a œuvré avant de s'intéresser à la vie de la cité. En 1990, elle a fondé Synergy communication, agence pionnière dans le secteur. De 2011 à 2014, Elia Ravelomanantsoa est ministre de la Culture et du Patrimoine. Elle est actuellement active au sein du Conseil national d'orientation.

ROLES

Gouvernement, remaniement à petite dose



Le changement dans la continuité. Le président de la République a décidé de procéder par petites touches à un changement d'équipe gouvernementale. Henry Rabary-Njaka et Elise Alexandrine Rasolo (photo) sont les nouveaux venus au sein du gouvernement. Le premier occupe le poste de ministre des Affaires étrangères après avoir été l'une des éminences grises du chef de l'État et un des ténors du parti Hery Vaovao ho an'i Madagasikara. Il aura la délicate mission de « réarmer » la diplomatie malgache, suspendue à la nomination d'ambassadeurs. La nouvelle garde des Sceaux, Elise Alexandrine Rasolo, tentera de dégoupiller le conflit avec le SMM et bien d'autres foyers de tension.

Sécurisation foncière Madagascar cité en exemple

L'effectivité de la réforme foncière, adoptée par Madagascar depuis 2005 est considérée comme exemplaire pour le continent africain. La distribution des titres est une source de revenus importante pour les communes dotées d'unguichet foncier. Toutefois, le succès de cette politique repose sur la décentralisation effective, la bonne gouvernance, la redevabilité et la participation communautaire dans les prises de décision. Malgré ce succès, les conflits fonciers constituent un fait de société très important et clivant.

Le Samifin fait chou blanc

Le bilan du service de renseignement financier (Samifin) à Madagascar est bien maigre. Les premières condamnations pour blanchiment de capitaux par la chaîne pénale anti-corruption (CPAC) ont eu lieu en 2016. Seuls quatre dossiers ont été jugés, dont trois ont abouti à des condamnations. Pour le DG du Samifin, la capacité (ou plutôt l'incapacité) de la justice à traiter les dossiers qui lui sont transmis est l'une des sources de blocage. Des compétences spécifiques sont nécessaires pour juger les affaires de blanchiment de capitaux.

..... un regard sur



Les attitudes des collaborateurs du chef de l'État sont en train de le détruire. Il faut y remédier.

Guy Rivo Randrianarisoa - Facebook

Faisons de Madagascar un pays de start-up.

Prospérin Tsialonina - Facebook

VERBATIM

Il faut que Madagascar fasse des choix importants et stratégiques pour son développement.



Soodesh Satkam Callichurn

Ministre mauricien du Travail, des Relations industrielles, de l'Emploi et de la Formation



Droits de l'homme, situation inquiétante pour Madagascar

Le Conseil des droits de l'homme (CDH) des Nations unies est inquiet sur la situation des droits civils et politiques à Madagascar, notamment à cause de la corruption et de l'impartialité de la justice. Le rapport qu'elle a établi sur la Grande île relate la méfiance des citoyens envers les institutions étatiques. Ce qui a favorisé les vindictes populaires. Pour l'organisme, les termes du pacte international sont rarement appliqués devant les tribunaux malgaches. Il déplore également que le budget de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH) ne soit pas encore alloué et que le Haut conseil pour la défense de la démocratie et de l'État de droit (HCDDDED) ne soit toujours pas opérationnel.

Présidentielle L'apocalypse selon Mailhol

Les dés sont jetés. Le pasteur Mailhol a annoncé sa candidature à la présidentielle de 2018. Il a profité de la célébration du 20e anniversaire du Fikambanana apokalypsy eto Madagasikara (Fam) pour annoncer cette nouvelle... apocalyptique. À la tête de son parti politique baptisé Gideona fandresena ny fahantrana eto Madagasikara (GFFM), le pasteur de la secte Apokalypsy espère toujours accéder à la magistrature suprême, non plus par un sacrement divin, mais par la voie des urnes cette fois-ci.



Des minorités (...) installées à Madagascar depuis plusieurs générations, victimes de discrimination ! Étrangers dans leur propre pays.

Alexia Nathalie Bustori - Facebook



parlementarisme

À la recherche

de son second souffle

4x4, mallettes, bois de rose, etc. Ces mots résument la perception qu'a la génération actuelle de nos représentants élus au sein du Parlement. Les deux chambres sont néanmoins des socles institutionnels incontournables.



John Miandrarivo

FES

L'image trop longtemps ternie des parlementaires dissimule leurs vrais devoirs et leurs rôles. Ils représentent les intérêts des 25 millions de Malgaches.

LA POPULATION est réticente à demander des comptes aux élus étant donné que ce sont ses votes qui s'y reflètent directement ou indirectement. D'autre part, le Parlement n'éprouve aucune redevabilité envers les électeurs pour, au moins, faire véhiculer les valeurs et les engagements formulés lors de la campagne électorale. Le parlementarisme est encore faible à Madagascar et fait l'objet d'un changement perpétuel dans sa recherche de la démocratie représentative. En effet, le Parlement malgache fut le théâtre d'un déséquilibre lorsque le Sénat a été supprimé durant la deuxième République mais remis en place en 1997. Il semblerait que le pouvoir de l'Assemblée nationale fut trop important (notamment sa faculté à voter des motions de censure nombreuses entre 1992 et 1995) semant ainsi un déséquilibre entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. C'est ainsi que la voie du bicaméralisme a été choisie, avec chacun des fonctions communes et des fonctions spécifiques qui, parfois, créent des confusions.

LA FONCTION LÉGISLATIVE du parlement lui permet, non seulement d'avoir le droit d'initiative pour proposer des lois¹, le droit d'amendement pour modifier les projets et les propositions de loi en cours d'adoption², mais aussi l'exclusivité du vote des lois, tout en tenant compte des actions du gouvernement et des politiques publiques³. Pourtant, même avec cette compétence exclusive, les propositions de loi se font de moins en moins rares et les projets de loi sont beaucoup plus importants. La rédaction de propositions de loi n'est pas toujours aisée et les procédures législatives sont un réel parcours du combattant : renvoi à la commission, les

amendements, les délibérations, etc. Avec la multiplication des projets de loi, le Parlement devient « une machine à amender des projets de loi », au lieu d'être un initiateur de propositions de loi qui sont en adéquation avec les besoins de la population. Force est de constater que l'Exécutif a une plus grande facilité à élaborer des projets cohérents en usant de l'administration publique qui lui fournit les informations nécessaires et les aides techniques. Les projets de loi qui se façonnent au niveau de l'Exécutif vont dans le même sens que la politique gouvernementale. À l'image des besoins de la population, les propositions de loi formulées au sein du Parlement sont souvent des problèmes d'ordre sociétal. Elles sont donc considérées comme secondaires et non prioritaires. Le Parlement voit alors ses droits d'initiatives se réduire.

À MADAGASCAR, le parlement se réunit à la première semaine de mai et d'octobre. Vu que les sessions ordinaires ne dépassent pas les 60 jours⁴, les travaux législatifs qui méritent mûres réflexions, sont effectués de manière expéditive. Les projets ou les propositions de loi à voter et soumis en examen lors des travaux de commissions, sont souvent renvoyés aux derniers jours de la session avec très peu d'informations complémentaires. Bien des lois sont votées à la va-vite ou sont ajournées aux prochaines sessions ou, pire, oubliées dans les tiroirs. L'assiduité des membres du Parlement reste au cœur des polémiques. Étant donné que l'ordre du jour est fixé par le gouvernement, les priorités reviennent généralement aux projets de loi. Tous ces éléments réunis font que la qualité du travail législatif laisse à désirer. Si le Parlement avait les outils et les moyens nécessaires pour effectuer aisément sa fonction législative, il serait en mesure d'interpeller le gouvernement, de proposer des lois qui répondent aux besoins réels de la nation et surtout de les voter avec les informations nécessaires.



un programme pour réduire la distorsion

La coopération entre le Parlement malgache et la FES n'est qu'une pierre à l'édifice de la démocratie. L'instauration d'auditions publiques permet un échange direct entre l'Exécutif et le Législatif en présence de la population, la mise en œuvre d'ateliers thématiques facilite les discussions entre les parties prenantes sur des grandes questions de la nation. La coopération permet d'appuyer le Parlement par des renforcements de capacité bien spécifiques et en adéquation avec leurs fonctions, et la réalisation de forums socio-économiques. Ce, pour que le Sénat puisse accomplir aisément son rôle de représentant des intérêts socio-économiques de la nation en engageant des dialogues ponctuels avec les organisations socio-économiques et les représentants des collectivités territoriales décentralisées. Le but est de mieux contrôler les actions gouvernementales et de briser l'écart entre la population et le Parlement. Le programme initié par la FES vise à renforcer le parlementarisme pour faire instaurer la bonne gouvernance et la démocratie. Il constitue un appui qui ne peut qu'intervenir positivement dans l'exécution des fonctions parlementaires, comme elles doivent l'être conformément à la Constitution. Le meilleur des remèdes pour une bonne gouvernance démocratique au sein du Parlement à Madagascar serait la mobilisation de tout un chacun à exprimer sa voix, à oser interpeller lorsqu'il y a une mauvaise pratique et surtout à exiger de nos élus qu'ils respectent leurs engagements. Le programme de coopération entre l'Assemblée nationale, le Sénat et la FES est soutenu par le ministère Fédéral des Affaires étrangères.

----- J.M.

EN CE QUI CONCERNE l'appartenance à un groupe parlementaire, bien des situations embarrassantes résultent du fait que les articles 72 et 85 de la Constitution, renforcé par l'article 29 du règlement intérieur de l'Assemblée nationale, ne sont pas respectés. Un député ou un sénateur ne peut adhérer à un groupe autre que celui au nom duquel il s'est fait élire sous peine d'une déchéance. Pourtant, le changement de groupe parlementaire reste encore une tendance très pratiquée au sein de la Chambre basse⁵. Certains députés se font courtiser par les groupes parlementaires influents pour les détourner de leurs idéologies politiques. Par contre, au Sénat, le fait que des sénateurs soient nommés

par le président de la République (1/3) peut induire des sentiments de redevabilité de ces derniers envers lui, et que les projets de loi soumis par l'Exécutif se vote avec partialité. Néanmoins, l'existence de la Chambre haute permet un travail législatif plus approfondi et de meilleure qualité et semble permettre à la Chambre basse d'être moins « despotique » comme l'histoire du parlementarisme à Madagascar l'a témoigné. **P**

Références

- ¹ Art. 86 de la Constitution
- ² Art. 86 de la Constitution
- ³ Art. 68 de la Constitution
- ⁴ Art. 75 et art. 84 de la Constitution
- ⁵ voir l'article sur le nomadisme politique p. 10



nomadisme politique

Caméléon et fier de l'être

L'histoire de la législature actuelle illustre l'ancrage de la transhumance dans la pratique politique à Madagascar. Changer de formation politique – comme changer de veste – n'a rien de difficile.



Alain Iloniaina



Yves Robinson

Le nomadisme politique trouve toute son expression entre une Assemblée nationale à géométrie variable, des alliances, parfois contre-nature, qui se font et se défont au gré de la direction des vents politiques. Il faut y ajouter les changements de camp des députés ou encore le non-respect par les parlementaires des consignes des bureaux politiques lors des débats et des votes de textes, mettant à mal le lien entre les élus et les partis sous les couleurs desquelles ils sont élus.

AU DÉBUT DE LA LÉGISLATURE, le Hery vaovao ho an'i Madagasikara (HVM) de Hery Rajaonarimampianina n'avait pas de députés élus au nom de sa liste mais était arrivé à former une « majorité présidentielle ». En mai 2015, 121 députés, toutes tendances confondues, avaient voté la motion de déchéance du président de la République. Au mois de juillet de la même année, seuls 17 élus avaient voté contre la motion de censure visant le gouvernement Ravelonarivo. Mais depuis, de l'eau a coulé sous les ponts au point qu'un député qui avait voté pour la déchéance du président de la République est nommé plus tard membre du gouvernement dans un régime semi-parlementaire. « Changer

de couleur politique est devenu une habitude pour les élus, particulièrement pour les députés. Ceci se manifeste à travers, soit d'un changement de parti et de coalition, soit de création d'un nouveau groupe de coalition », rappellent Rindra Hasimbelo et Jean Aimé Raveloson dans leur ouvrage Les Partis politiques malgaches à travers les régimes et gouvernements successifs. Le chef de l'État avait concédé son handicap. « C'est vrai (...) lorsque j'étais arrivé au pouvoir, je n'avais pas de députés en mon nom Rajaonarimampianina (...) Mais tout ça se construit dans les règles du pouvoir (...). C'est mouvant, ça se défait et se construit. Je reste positif et j'espère que cela va se construire », a-t-il indiqué au lendemain du vote de la motion de déchéance à son encontre.

RIVO RAKOTOVAO, ministre auprès de la Présidence chargé de l'Agriculture et de l'élevage et président du Hery vaovao ho an'i Madagasikara (HVM) a toujours martelé que sa formation politique privilégie le dialogue pour « convaincre » les autres forces politiques de suivre la voie du parti présidentiel. Oui, mais voilà la question qui se pose, est la base des concertations pour la « construction d'une majorité » dans un régime

semi-parlementaire. Jusqu'ici, les contours des négociations et des termes de contrat entre les formations des alliances politiques en vue de la constitution d'un gouvernement restent flous. Les différentes majorités parlementaires n'ont jamais dévoilé les termes de l'accord avec le président de la République dans la formation d'une coalition majoritaire. La composition du gouvernement ne reflète pas les rapports de force à la Chambre basse. Systématiquement, l'Exécutif prend une ascendance certaine sur l'Assemblée nationale. Célestin Rasolomaholy Rakotozanany, SG du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, souligne que « la qualité de travail des partis politiques dans la société influence la situation globale et le développement du pays ». Or la pratique de la transhumance politique empoisonne le système politique. Elle crée une majorité superficielle et instable, affaiblissant l'opposition sous la coupe de l'Exécutif. Cette situation conduit à la fragilisation de l'équilibre des pouvoirs, essentiel pour le fonctionnement des rouages de la démocratie.

PATRICK ANDRIAMAHEFA, ancien porte-parole de l'Avant-garde pour la rénovation malgache (Arema), pointe du doigt un point faible des

hommes politiques. « Ils n'ont pas l'endurance pour faire face à l'adversité. Ils ne supportent pas la "traversée du désert" et restent à la merci de ceux au pouvoir. Le manque de conviction politique y est pour quelque chose », observe-t-il. Philobert Milavonjy, député issu du parti Asavita ny ifampitsarana (Avi), élu sous les couleurs de la plateforme VPM/MMM, se veut pragmatique quant à la prééminence de l'Exécutif sur le pouvoir législatif. « Il ne faut pas se leurrer. Si vous voulez obtenir des moyens pour développer votre circonscription et votre région, il n'y a qu'une seule voie : trouver un accord avec le gouvernement et s'allier avec lui, sinon vous n'aurez rien », avance-t-il. Un député, parmi les parlementaires qui ont milité pour la déchéance du chef de l'État avant de soutenir le régime, concède que « pour l'instant, c'est encore la façon de faire de la politique à Madagascar ».



Multicolore. **Riana Andriamandavy**
VII, ancien jeune Tim, ancien « Tanora Tgv » puis... baron du HVM

débat autour du phénomène « indépendant »

Les partis politiques sont-ils responsables et/ou victimes du développement de la tendance des candidats qui se disent « indépendants » aux élections? Selon le Rapport final de la mission d'observation des élections de 2013 de l'Union européenne, 29% des sièges leur sont revenus. Ces résultats contrastent avec ceux obtenus par les partis politiques. Leader Fanilo et Hiaraka Isika sont les premières formations politiques à avoir pu placer le plus grand nombre d'élus en leur nom. Les autres partis ont pu sauver les meubles en choisissant les plateformes politiques. L'apparition du phénomène indépendant a eu lieu au début des années 90. Il n'a cessé de prendre de l'ampleur, au détriment des formations politiques. Il renforce la pratique de la « géométrie variable » à l'Assemblée nationale, rendant difficile une lecture plus lisible de l'échiquier politique. Il faut ajouter à cela la problématique de représentativité nationale pour le cas des élus locaux ou régionaux. Outre le dysfonctionnement des partis, Philobert Milavonjy déplore le manque de ressources financières des partis comme étant l'une des sources du problème. « Les partis

sont faibles. Comment voulez-vous que des hommes politiques intègrent un parti et assument les obligations liées à ce choix, mais ne reçoivent rien en contrepartie? Ils sont obligés d'assurer le financement de leur campagne. C'est normal qu'ils choisissent la couleur neutre », explique-t-il. Cette tendance irrite certains partis. Des voix commencent à s'élever pour militer en faveur de la suppression des candidats « indépendants » aux élections. La sénatrice Brigitte Rasamoelina, présidente de Ampela Mpanao politika (APM), tout comme Eliana Bezaza, secrétaire nationale du Parti social-démocrate (PSD) en sont convaincues. « Cette solution se heurte à la charte de l'Union africaine en matière de liberté », déplore cette dernière. D'autres suggestions évoquent des pistes moins radicales. « Il faut inclure dans la Loi sur les partis une sorte de seuil de représentativité régionale pour pouvoir briguer un mandat électif », propose le sénateur Olivier Rakotovazaha du MFM. « On peut aussi instaurer un système de parrainage par des élus ou par des électeurs comme mesure transitoire », renchérit Eliana Bezaza.

----- I.A.

Il ne pense pas qu'un changement de cap d'un élu en cours de législature constitue une rupture de contrat avec ses électeurs, qui pourrait être assimilé à une trahison vis-à-vis de ces derniers. « Les gens votent par rapport à vous et attendent de vous des résultats et rien d'autre. Vous êtes redevables en termes de résultat », soutient-il.

POURDONAT ANDRIAMAHEFAMPARANY, SG du Tiako i Madagasikara (Tim), les discussions entre les partis et les coalitions ne sont nullement fondées sur des idées basées sur des convictions, pour diriger le pays. « Certains partis n'ont pas de projet qui découle d'idéaux. Alors les discussions entre eux tournent autour d'une promotion politique et d'avantages matériels. Une fois que ces éléments disparaissent ou font défaut, l'alliance prend fin de facto et on recommence », dénonce-t-il. Il n'est pas tendre pour évoquer les conséquences néfastes de cette absence d'idées et d'idéologie de certains partis et hommes politiques. « On est en face d'une entente entre traîtres dans la mesure où chacun connaît le parcours politique de l'autre. Ce qui provoque une crise de confiance généralisée. Ce n'est pas comme cela qu'on dirige un pays », déplore-t-il. L'observation autour de l'absence d'idéologie est partagée par le sénateur Olivier Rakotovazaha, SG du parti Mitolona ho an'ny fampandrosoana an'i Madagasikara (MFM). « Même les présumées grandes formations politiques n'en ont pas », enfonce-t-il. Mais le comble est que les partis comme le MFM, qui se disent fondés sur une idéologie, ont du mal à faire passer leurs idées auprès des électeurs. Olivier Rakotovazaha préfère prendre avec



Serge ZAFIMAHOVA

les incompetents ont besoin de transhumance pour survivre

LE MEMBRE DU THINK TANK CLUB DÉVELOPPEMENT ET ÉTHIQUE (CDE) NOUS PARTAGE SES POINTS DE VUE SUR LE NOMADISME POLITIQUE.

La transhumance devrait-elle être inhérente à la pratique politique ?

Absolument pas! Ce sont les décideurs politiques, à l'origine des nominations, qui favorisent le nomadisme, pour « verrouiller » leur poste. Mais ce n'est pas du tout une obligation. La transhumance est plutôt un facteur de blocage du développement. Et vous remarquerez bien que ce ne sont pas les meilleures personnes qui s'adonnent à cette pratique, ce sont les médiocres.

La politique est assimilée à l'art de se mouvoir à tous les régimes et de créer

humour la « rupture de contrat » des élus avec leurs électeurs. « Mais c'est quoi le contrat? Les tee-shirts, le riz et les spectacles? », lance-t-il en faisant allusion à la pratique durant la période de propagande.

LA DÉFIANCE DES ÉLECTEURS envers les partis politiques a provoqué une problématique beaucoup plus importante dans le paysage politique, à savoir le développement du phénomène des indépendants (voir encadré p.12). Les résultats des législatives de 2013 confirment cette tendance dans la mesure où le tiers des députés sont élus sous la bannière « indépendant ». Tout cela provoque un cercle vicieux, accentuant le système à géométrie variable au Parlement, favorisant la transhumance politique. Durant la Transition, des mesures avaient été prises pour encadrer la pratique du nomadisme politique. Le jumelage du deuxième tour de la présidentielle avec les législatives en décembre 2013 en est l'illustration, obligeant, entre autres, les candidats à la course à la magistrature suprême de former son équipe y compris pour les législatives. Des dispositions

des amitiés là où l'on a des ennemis. Est-ce une conception juste?

Je ne suis pas d'accord. Cette conception contribue aux obstacles qui empêchent notre pays d'avancer. Les dirigeants choisissent souvent de faire confiance aux « caméléons » plutôt qu'aux gens compétents. Or, ces derniers ne perdront pas leur temps à faire du lobbying pour garder leur place. Les incompetents ont besoin de transhumance pour survivre. Certains traversent le temps et les régimes sous les radars des observateurs, alors qu'ils voguent de cabinet en cabinet sans être réellement inquiétés...

La Loi sur les partis est censée encadrer les dérives liées à cette pratique. Selon vous, remplit-elle ce rôle?

constitutionnelles comme l'instauration d'un mandat impératif et l'adoption de la loi sur les partis, devaient être conjuguées ensemble pour regrouper les partis et prévenir contre le nomadisme, en vain. Mais l'ensemble de ces mesures n'a pas résisté à l'épreuve d'une pratique bien ancrée dans le paysage politique. L'avis de la Haute cour constitutionnelle (HCC) en avril 2015 remet sur la table le débat sur le principe du mandat impératif considéré comme anti-démocratique. Rindra Hasimbelo et Jean Aimé Raveloson proposent que « la restructuration du monde des partis politiques et la professionnalisation des partis politiques exigent en premier lieu l'adoption d'une nouvelle loi sur les partis politiques adaptée aux conditions de travail politique dans le pays ».

DEPUIS, UNE LOI SUR LES PARTIS a été adoptée, même si son application reste discutable. Selon le sénateur Olivier Rakotovazaha, l'encadrement des partis constitue un des chantiers qui peut gérer le nomadisme politique. « Il faut appliquer la loi. Un pas est déjà franchi avec l'adoption de la Loi sur les partis. Il est fondamental

Cette Loi n'a jamais été respectée. Certaines de ses dispositions ont été régulièrement foulées aux pieds alors qu'elle pouvait éviter ces crises récurrentes si on les respecte. La clé de répartition au sein de l'Assemblée nationale en est une illustration. Le régime actuel aurait pu constituer sa majorité en respectant les législations. À partir du moment où il a procédé aux débauchages, la transhumance est favorisée. Malheureusement, nous savons que, demain, ces personnes vont trahir la cause parce que c'est leur pratique. Cela contribue fortement à l'instabilité ambiante. Il faut donc respecter les textes pour remédier à cette problématique.



Andriamanambe Raoto

de concrétiser la partie touchant le plafonnement des dépenses liées aux propagandes, le financement des partis. À ce moment, le gouvernement aura un droit de regard sur la gestion financière des formations politiques », milite-t-il. Pour l'instant, la mise en œuvre de ces deux dispositions tarde à voir le jour. D'autres prémices de solutions ont été esquissées dans la Loi sur les partis, comme la mise en place d'un certain nombre de mesures contraignantes pour les formations politiques en vue de leur professionnalisation. « La tenue d'un registre des partis est une avancée, mais il faut aller plus loin », constate le SG du MFM. La participation aux élections, la tenue régulière des congrès, l'éducation citoyenne en font partie. Donat Andriamahefamparany positive la situation et croit à une solution après la crise. « Il devrait toujours y avoir un renouveau après la débandade. Il faut renforcer la démocratie en interne au sein des partis. La pression externe aux formations politiques est également la bienvenue. Les initiatives comme le "Forum des idées de gauche" sont des exemples pour faire avancer les choses », argue-t-il. P

Ganstabab, gangster à terre

Multifacette, le talentueux Ganstabab multiplie les fracas. Il interpelle et affirme ne vouloir dire que « la vérité, toute la vérité et rien que la vérité ».



Misaina Rakotondratsima



Nirilanto Ramanamisata

D'une façon ou d'une autre, cet artiste ne laisse jamais indifférent. Il ne fait rien comme personne, c'est même sa marque de fabrique. Lui, c'est Faniry Alban Rakotoarisoa, plus connu sous son nom de scène Ganstabab, ou Bàbà, pour les intimes. Chez Air France, il est agent d'escale. Dans la scène culturelle, il est slameur. Au niveau citoyen, il est politicien et chef de file d'un parti.

NON-CONFORMISTE

Même ceux qui l'abhorrent ont – ne serait-ce qu'une fois – entendu un de ses tubes : *Hanambady aho*, *Avelao izy*, et le sulfureux *Atosika tsara*. Ce titre a certainement créé le plus grand tapage social musical qu'aura connu Antananarivo probablement depuis les débuts de Samoëla, dont il partage un certain goût pour le non-conformisme. Ganstabab, tout le monde pense le connaître. Mais derrière l'homme de scène et une verve incomparable se cache un forçat du travail, un petit garçon déterminé devenu un homme. Au fil des années, il a gardé cette pugnacité comme marque de fabrique.. Son cursus académique est éclectique : de l'école primaire publique d'Antanimbarinandriana à la faculté de gestion d'Ankatso après avoir décroché son bac à Ambatondrazaka, très loin de sa chère capitale. Entretemps, Faniry Alban est passé par l'Institut supérieur de la communication, des affaires et du management (Iscam) et l'Institut supérieur de technologie (IST) d'Antananarivo. Des formations auprès du Youth Leadership Training Program (YLTP) de la Friedrich-Ebert-Stiftung Madagascar ainsi qu'une autre auprès de l'ambassade américaine, respectivement en 2010 et 2016, viennent s'ajouter à ce cursus.

DÉBOIRES ET DÉSILLUSIONS

Ces deux dernières formations l'ont particulière-

ment encouragé à entrer dans la politique. Ainsi est né l'Antoko politika madio (APM), un des benjamins dans l'univers des partis politiques du pays. À l'image de son leader, la jeune formation ne fait pas dans le sentiment. « *J'ai toujours pris mes responsabilités, même à l'école. J'ai été un engagé. Toutes mes activités, mon cursus, la musique, mon vécu dans l'art oratoire traditionnel, tendaient vers la politique* ». Un peu amer, il lâche parfois qu'« *il est trop tard pour sauver le pays* ». La faute aux leaders politiques, bien sûr. Ganstabab note qu'aucun des dirigeants successifs du pays ne s'est réellement préparé à diriger le pays. C'est ainsi que ce jeune parti a décidé ni de soutenir un candidat ni d'en présenter en 2018. Cependant, Ganstabab n'a jamais envisagé de laisser le pays dans son état actuel et de le quitter pour d'autres cieux plus cléments. Le père de famille, sa femme et ses enfants y sont trop attachés, malgré ses déboires et ses désillusions. Ainsi, les polémiques et les piques adressées à son rencontre ne le feront pas fléchir.

CENSURES

En bon révolutionnaire qui se respecte, Ganstabab aime casser les codes. Avec ses tubes, il franchit et repousse régulièrement les limites. Comment ? « *En disant tout simplement la vérité, en disant haut et fort ce que les gens, en général, refusent d'évoquer à haute voix mais savent pertinemment au fond d'eux* », réplique celui qui marche sur les traces des Ifanihy, Samoëla et autres artistes adeptes du *vazo miteny*. Ganstabab use du slam qui a des similitudes avec l'art oratoire malgache (*kabary*) dont il est un fervent pratiquant. Dans ses œuvres, il recourt largement aux proverbes malgaches. À cela s'ajoutent des argots bien placés. S'il avoue avoir trouvé son inspiration dans un morceau

du groupe Ny Ainga, son rendu sur les ondes s'apparente plutôt aux productions de Grand Corps Malade. « *Je fais passer des messages. Je pense avoir le cœur aussi pur que possible* », se contente d'affirmer l'artiste. Dans les faits, un de ses derniers tubes a créé une polémique sans pareille. « *Je regrette ce que les gens ont perçu dans Atosika tsara, parce que nous avions notre vision. Malheureusement, la réalisation du scénario ne s'est pas passée comme on l'aurait voulu* », confie-t-il. Ganstabab s'est fait lyncher par les médias et les réseaux sociaux pour avoir fait appel à deux jeunes filles mineures pour incarner ses deux compagnons de scène actuelles : Narindra et... Narindra. L'artiste préfère positiver et tirer une leçon de cet épisode sans aucun doute douloureux. Surtout, il trace sa route, comme il l'a toujours fait. Même s'il va souvent à contre-courant, tout en esquivant les balles. L'art d'être un gangster, en somme. P

en 5 dates -

Février 2010 | sélectionné pour le programme YLTP

24 septembre 2015 | spectacle mémorable à la prison de Mahajanga

28 mars 2016 | il donne trois shows en même temps à Antananarivo

Octobre 2016 | sélectionné pour le International Visitor Leadership Program (IVLP)

22 juin 2017 | fin de la polémique avec la chanson *Atosika tsara*



YLFCC

Des jeunes engagés dans la lutte contre le changement climatique

La Grande île peine bien souvent dans la diplomatie climatique, faute de véritables experts alors qu'elle subit de plein fouet les affres du changement climatique. Le YLFCC veut renverser la vapeur.



Van-Lee Behaja

La lutte contre le changement climatique n'a jamais été aussi pressante. Elle a besoin de jeunes conscients et surtout engagés pour la mener à bien. Globalement, les initiatives se multiplient et s'accroissent, mais le temps presse. La jeunesse doit monter au créneau. C'est dans ce dessein que le programme Training Young Leader Fighting Climate Change (YLFCC) – de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) – a été lancé cette année. « *L'objectif est d'encourager l'émergence de nouvelles générations de multiplicateurs préparés à participer dans la sensibilisation, le plaidoyer et les négociations sur le changement climatique* », explique Dominique Rakotomalala, chargé de programme de la FES.

DES FORMATIONS THÉMATIQUES et des outils de développement personnel sont dispensés dans le programme comprenant quatre sessions de trois à cinq jours en système résidentiel. « *Quatre thèmes sont abordés : le changement climatique, les énergies renouvelables, la stratégie océan bleu et les négociations internationales* », glisse Ranjy Anthony, un bénéficiaire de la formation représentant le Bureau national de coordination du changement climatique (BNCCC). La première promotion du YLFCC est actuellement à mi-chemin de sa formation, débutée en mars et prenant fin en octobre. Elle est composée de 20 jeunes femmes et hommes malgaches, « *membres d'organisations et d'institutions militant pour la cause environnementale et engagés dans les activités de lutte contre le changement climatique* », avance Saholy Ramanitra, de l'association 2HY Faire-Lien. Universitaires, experts nationaux et internationaux collaborent dans la formation pour que les jeunes soient capables

d'appréhender le phénomène du changement climatique et pour qu'ils soient armés pour y faire face. Les apprenants sont appelés à inciter d'autres jeunes à renforcer la lutte afin de défendre les intérêts de Madagascar à l'international. C'est un véritable défi qui se pose.

CES JEUNES LEADERS SONT INCITÉS à rappeler aux dirigeants les engagements qu'ils ont pris conformément aux dispositions des accords internationaux. « *Nous aurons le devoir de sensibiliser le maximum de jeunes à renforcer la lutte contre le changement climatique. Les menaces et les effets sont réels, nos agriculteurs, nos zones côtières et notre pays tout entier en souffrent déjà énormément* », souligne Saholy Ramanitra. Dans le cadre de la vulgarisation de cette thématique, une conférence a été organisée sur le thème La place des jeunes dans la lutte contre le changement climatique. Un premier pas qui a permis de mettre en avant les enjeux de cette lutte, mais également de faire connaître l'existence de la formation au sein de la FES. « *Nous prévoyons également d'organiser des ateliers pour partager ce que nous avons obtenu de la formation. Nous ne pouvons pas le garder pour nous uniquement* », partage Mbolatiana Famenontsoa Rajaobelison, représentante du Réseau climat océan Indien. Elle a tenu à préciser le rôle de la jeunesse dans ce grand combat : « *Nous sommes le présent mais pas le futur. Soyons le changement que nous voulons voir dans le monde.* » Lovakanto Ravelomananana, doctorante en géographie de conclure : « *Les écogestes sont simples à adopter : utilisation minimale de l'électricité chez soi ou la gestion des déchets. Ils contribuent déjà énormément à cette lutte. Tout le monde doit s'engager.* » P



Ils sont jeunes. Ils sont engagés. Ils s'expriment sur le YLFCC et sur cet immense défi qu'est la lutte contre le changement climatique.



Arison Valerio Dizano Président de l'association Young Researchers organization of Madagascar

Notre association avait déjà un projet. Trois ans et demi après mon admission, j'en suis devenu le président. Nous allons tout simplement appliquer notre vision. Cette dernière devrait être complétée par les négociations à l'international. Young researchers organization of Madagascar agit dans le Sud, région particulièrement vulnérable au changement climatique qui induit le kere,

la malnutrition, le manque d'eau, la pénurie des bois de chauffe... Plus globalement, la vie devient de plus en plus difficile dans cette partie de l'île. Maintenant, Madagascar et ses habitants doivent aller de l'avant, même sans les grands pays qui ont décidé de ne plus faire partie du système. Grâce à cette formation, notre association contribuera au mouvement, nous allons avancer. Le changement climatique est une réalité, il impacte beaucoup les pays vulnérables.



Katia Mahery Rakotonirina Membre du Groupement thématique sur le changement climatique (GTCC)

Les Malgaches ne sont pas encore intéressés par la problématique du changement climatique. Ils ne comprennent pas les enjeux alors que les effets sont bien perceptibles : les inondations, de l'intensification des cyclones, de la sécheresse... Au niveau mondial, les problématiques sont pareillement inquiétantes : la fonte des glaciers, la hausse du niveau de la mer, les précipitations, l'intensification d'El Niño. Devant cet état des lieux, il est important de sensibiliser notre entourage à ces phénomènes. Les jeunes doivent apprendre à travailler en indépendance sans forcément attendre des aides de l'État. À l'international, malgré le fait que nous ne soyons pas affiliés au concept des « Petites îles », nous devons plaider efficacement notre cause et notre position, car nous souffrons particulièrement des impacts du changement climatique.



Hajatiana Randrianomenjanahary Consultant organisateur YLFCC

Le YLFCC est une initiative de la FES et du Réseau climat de l'océan Indien (RCOI). Nous avons choisi les vingt jeunes venant de plusieurs associations et organisations de la société civile qui ont entre 18 ans et 30 ans. Ils ont été sélectionnés par rapport à leur engagement et leur capacité à transmettre leur formation au public.

C'est surtout la formation en leadership que nous priorisons pour que ces jeunes puissent être capables de sensibiliser, d'éduquer et de transmettre leurs connaissances aux autres. La formation sera annuelle et se déroulera sur quatre sessions, d'avril à octobre. Des projets nous permettent d'avoir des feed-back sur cet apprentissage comme les reportages sur le changement climatique, une enquête sur la production d'éthanol et bien d'autres.



Mbolatiana Famenontsoa Rajaobelison Réseau climat océan Indien (RCOI)

Avant tout, il faut comprendre pour agir. La jeunesse malgache est non seulement le futur, mais surtout le présent. Elle a la capacité de transformer les menaces du changement climatique en opportunités. Au travers de notre formation, les jeunes issus du YLFCC devront jouer un rôle de multiplicateurs pour faire bouger les lignes. Nous devons d'abord le faire dans nos organisations sources respectives avant de sensibiliser les autres. Mais il est essentiel d'œuvrer pour cette cause. En effet, le coût de l'inaction est toujours plus élevé que celui de l'action. Ainsi, il faut agir dès maintenant avant qu'il ne soit trop tard. Actuellement, nos littoraux souffrent déjà énormément des effets du changement climatique. Il suffit d'aller à Morondava pour constater cette situation.

réussite

Qu'on le veuille ou non, le Rwanda est l'avenir de l'Afrique

Réélu avec une écrasante majorité, le président rwandais Paul Kagame fait figure de modèle, tout comme son pays. Mais cette réussite comporte sa part d'ombre. Une dictature modèle analysée par Simon Allison.



Simon Allison

Probablement, vous n'en savez pas beaucoup sur le Rwanda : les gorilles, le génocide, Don Cheadle [acteur américain, héros du film *Hotel Rwanda*], etc. Peut-être avez-vous entendu parler de Paul Kagame, son président. Il se peut que vous soyez tombé sur l'expression « le Singapour de l'Afrique », même si ce que cela représente exactement – ou ce que cela veut dire – est un mystère. Il vous faut savoir un peu plus sur ce pays.

DANS LE GRAND PROJET DE DÉVELOPPEMENT AFRICAIN, le Rwanda est une expérience, un essai, un « cas type » pour une nouvelle forme de société. Et l'expérience est sur le point de se répéter dans un pays près de vous. Le Rwanda est votre futur, que vous le vouliez ou non. Tout au moins, c'est le plan. En Afrique, dans les coulisses climatisées du pouvoir – dans les conseils d'administration des banques, dans les réunions à huis clos des Conseils des ministres, dans les discussions des donateurs et les interminables conférences sur la gouvernance – on répète tel un mantra « le modèle rwandais, le modèle rwandais ». Après des décennies de recherche, les dirigeants africains pensent avoir trouvé un plan de développement afrocentrique qui leur est propre et qui marche, et ils diffusent cette doctrine avec énergie. Ces éloges fusent de nombreux pays et de nombreux responsables. Peu avant de remettre au Rwanda un demi-milliard de dollars pour le financement du développement, Benedict Oramah, président de la African Export-Import Bank (Banque africaine d'import-export), a expliqué : « *C'est un pays que l'on a pratiquement considéré comme rayé de la carte il y a deux décennies. Mais exactement comme le phénix qui meurt et renaît de ses cendres, il émerge pour devenir l'étoile la plus brillante du continent. La plus brillante en termes de gouvernance et d'esprit d'entreprise. Tout en menant à bien ce que personne n'a jamais cru possible.* » « *Je veux saluer le leadership remarquable du Rwanda, sa créativité, sa ténacité et sa détermination – ce qui a permis de réaliser un progrès significatif dans l'avancement du développement dans le domaine de la santé et de l'économie pour le bénéfice de tout votre peuple. Vos réalisations en si peu de temps sont vraiment remarquables.* » C'est ce qu'a dit le Dr. Matshidiso Moeti, la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, pour

expliquer la raison pour laquelle elle a choisi Kigali cette année pour accueillir le tout premier Forum africain de la santé. Olusegun Obasanjo, l'ancien président du Nigeria, devenu le doyen en chef des hommes d'État, ajoute : « *Le Rwanda a fait des compromis difficiles. Mais en tant que leader africain, je vous dis que je ferais les mêmes compromis.* »

PAUL KAGAME – SVELTE, AVEC UN AIR D'INTELLECTUEL – est si populaire parmi ses homologues que l'Union africaine l'a choisi pour diriger la commission chargée de la réforme de l'institution continentale en difficulté. Sa tâche consiste à rendre l'Union plus efficace et efficiente et, dans ce processus, à mettre en œuvre un certain nombre de ses idées sur une échelle beaucoup plus grande. Il a été également élu pour présider l'Union africaine lors du sommet à Addis-Abeba, [au cours du mois de juillet]. C'est un rôle essentiellement symbolique, mais qui, encore une fois, met en relief le soutien appuyé de ses pairs. Les grands hommes d'Afrique aiment le Rwanda. Il en est de même des grands groupes financiers, et des grandes institutions internationales. Mais quel est exactement ce modèle rwandais ? Et pourquoi nous autres devrions nous inquiéter ?

LA CITÉ QUI BRILLE SUR LES COLLINES. Kigali est impeccable et très différente de toute autre capitale africaine. C'est une ville aux bordures bien entretenues, aux maisons propres et aux routes tranquilles. Les maisons s'accrochent aux pentes abruptes qui surplombent les vallées réservées aux parcs, aux fermes urbaines et un terrain de golf. Les vues sont spectaculaires : tout ce que vous voyez, dans toutes les directions, sont des pyramides d'habitations denses qui semblent flotter sur une mer verte luxuriante. C'est la vitrine de Kagame et il est difficile de ne pas être impressionné. Pour ce qui est des ressources humaines, les Nations unies classent Kigali aux côtés de New York en termes de facilité de vie. Les restaurants sont excellents, il y a plusieurs hôtels de classe internationale et vous pouvez vous promener partout où vous le souhaitez à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit sans crainte d'agression ni de violence. « *Il n'y avait rien de tel, il y a 23 ans* », déclare Magnifique, mon guide touristique, tout en montrant un autre lotissement de logements haut de gamme. « *Un jour, tout le monde aura une maison de deux étages* ». Puis, il désigne, à côté, des habitations à un étage réservées aux foyers à faible revenu. « *Ces gens savent qu'ils doivent bientôt partir. Ils doivent construire une nouvelle maison ou aller ailleurs, à des endroits à la portée de leur bourse* ». Pour Magnifique, la question n'est pas de savoir s'ils vont quitter les lieux, mais quand. « *Revenez l'année prochaine, ou dans deux ans au plus, et vous allez voir ces nouvelles maisons.* »

JE NE METS PAS SA PAROLE EN DOUTE UNE SEULE SECONDE. C'est pourquoi les décideurs aiment le Rwanda. Chaque pays a des plans de développement ambitieux. Chaque pays fait des promesses. Mais le Rwanda tient systématiquement ses engagements. C'est presque une exception en Afrique. Il obtient des résultats. Prenons comme exemple les améliorations dans les soins de santé, qui est la pierre angulaire du modèle de développement du Rwanda. Les améliorations apportées à la population de 11,6 millions de personnes du pays sont presque incroyables. Selon les statistiques du ministère de la Santé, l'espérance de vie est de 64,5 ans par rapport à seulement 49 en 2000. La mortalité infantile a été réduite de plus de deux tiers. La mortalité maternelle a diminué de près de 80%. La prévalence du VIH/sida est passée de 13% à 3%. Il y a maintenant un médecin pour 10 555 personnes, contre un médecin pour 66 000 personnes en 2000. Le Dr. Olushayo Olu, directeur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Rwanda, affirme que ces statistiques extraordinaires sont corroborées par les recherches de l'OMS et m'a exposé comment le Rwanda s'y est pris.

« *L'élément principal est un leadership visionnaire. Il s'agit de déterminer une cible, de déclarer que nous voulons être là à l'avenir et de comprendre les obstacles entravant la voie.* »

LA CLÉ POUR Y PARVENIR est la reddition de compte et un système fondé sur la performance où chaque couche de la société doit rendre compte à la couche supérieure. « *Les maires et les hauts fonctionnaires signent des accords de performance avec le président lui-même* », déclare le Dr. Olushayo Olu. La responsabilisation est une forme d'art perfectionnée par le gouvernement rwandais. Les provinces sont divisées en districts, qui sont ensuite divisés en secteurs, puis en cellules et enfin en villages. Le village, ou *umudugudu*, est la première pierre d'assise à la base de la société rwandaise, et c'est la clé du contrôle de Kagame. Chaque Rwandais est membre d'un village, même le président lui-même au sein de la présidence qui a été baptisée Urugwiro Village. Le Rwanda compte plus de 14 000 villages, dont des douzaines à Kigali, chacun comprenant en moyenne 250 personnes. Chaque dernier samedi du mois, les villages sont joints par la loi de se réunir pour participer à *Umuganda*, une journée de service communautaire à l'échelle nationale. Ensuite, les villages se réuniront pour discuter des problèmes de la communauté, souvent sous la forme de directives transmises par le gouvernement national, et prendre des décisions. Les personnes qui s'écartent de la ligne définie – qui n'ont pas adhéré à l'assurance maladie obligatoire, par exemple, ou qui n'ont pas tenu un engagement pris sur leur comportement personnel – peuvent être réprimandées ou, à l'occasion, expulsées de la communauté.

ON RETROUVE ICI DES ÉLÉMENTS DE LA DÉLATION qui était au centre du système de la Chine du président Mao, ou des gouvernements totalitaires de l'Allemagne nazie et de l'Union soviétique. Et c'est peut-être le cœur de la question, cela permet certainement l'exercice d'une gouvernance extraordinairement directe. Mais il est facile de voir comment on peut abuser d'un système aussi efficace. Il offre une surveillance presque parfaite et un niveau de contrôle au niveau individuel qui est presque sans équivalent dans le monde moderne. Le Grand Frère surveille et personne n'élève la voix. Dans son livre *Bad News : Last Journalists in a Dictatorship*, Anjan Sundaram fait état de l'étouffement de la presse libre au Rwanda. Il se termine par une liste de 12 pages de journalistes qui auraient été battus, torturés, exilés ou tués par le gouvernement de Kagame. Et ce n'est pas une liste exhaustive, selon Anjan Sundaram. Le livre touche également d'autres points que le Rwanda préférerait ne pas révéler. L'auteur suit une histoire dans une province rurale, où il constate que les gens vivent dans des huttes sans toit. Il rapporte que la scène ressemble aux conséquences d'une grande tragédie, mais quand il demande aux villageois ce qui s'est passé, ceux-ci lui disent qu'ils ont enlevé les toits eux-mêmes en réponse à un « édit » du gouvernement interdisant les revêtements de chaume (les toits de chaume ne s'harmonisent pas avec l'image du Rwanda moderne).

IL PARLE À UNE FEMME ALORS QU'ELLE ÉTAIT assise dans sa maison nouvellement « décoiffée ». Elle a déclaré que le président était un homme gentil car il pense aux pauvres. Un journaliste local explique à Anjan Sundaram que pour comprendre le Rwanda, la clé n'est pas de regarder ce qui existe, mais de regarder ce qui est absent. La vérité est dans les lacunes. Elle réside dans les chemins de terre non éclairés que les transporteurs préfèrent toujours utiliser, dans le manque de critiques significatives à l'endroit du Président, dans l'absence presque totale de mendiants ou de sans-abris. Même Singapour a des mendiants et des sans-abris. Sans médias libres ou société civile indépendante pour tirer la sonnette d'alarme – des absences plus flagrantes –, il est laissé à Human Rights Watch le soin d'expliquer où sont passés tous les pauvres. « *Un grand nombre de personnes, dont des sans-abris, des vendeurs ambulants, des*

enfants de rue et d'autres personnes pauvres sont rassemblés pour les arracher à la rue, et les détenir dans des "centres de transit" ou des "centres de réadaptation" pendant de longues périodes. Ces détenus reçoivent de la nourriture, de l'eau et des soins mais ceux-ci sont inadéquats. Ils souffrent de coups fréquents et quittent rarement leurs chambres sales et surpeuplées », souligne un rapport de juillet 2016 de l'organisation. Ce rapport ajoute que les détenus sont rarement accusés formellement, voire jamais, et plusieurs meurent des suites de mauvais traitements. « L'arrestation arbitraire de personnes pauvres fait partie d'une pratique non officielle du gouvernement pour soustraire les personnes "indésirables". Elle contraste avec les efforts impressionnants du gouvernement rwandais pour réduire la pauvreté », a déclaré Human Rights Watch. L'un de ces centres de détention est le tristement célèbre île Iwawa. Officiellement, elle est un centre de réadaptation pour toxicomanes, installée dans les eaux bleues étincelantes du lac Kivu. Officieusement, il est souvent décrit comme l'« Alcatraz du Rwanda », où les ennemis de l'État, ainsi que ses pauvres et ses sans-abris, sont détenus dans des conditions carcérales.

ILLUMINÉE IRAGENA ÉTAIT UNE AUTRE INDÉSIRABLE. Elle est infirmière et aussi membre des Forces démocratiques unies, un parti politique non enregistré dont les membres ont été à plusieurs reprises arrêtés et intimidés. Elle est sortie pour aller au travail à l'hôpital King Faisal de Kigali, le 26 mars 2016. Elle n'a pas été revue depuis. « Des sources proches de l'affaire estiment que Illuminée Iragena a été torturée et est morte en détention. Mais il n'y a aucune information officielle sur ce qui lui est arrivé », a déclaré un porte-parole d'Amnesty International. Encore une fois, la responsabilité d'attester le côté obscur de l'histoire du développement du Rwanda incombe aux groupes internationaux de défense des droits, car très peu de personnes à l'intérieur du pays sont en mesure de s'exprimer. Illuminée Iragena ne serait pas le premier opposant de Kagame à disparaître ou à mourir dans des circonstances mystérieuses. Même en exil, les Rwandais du mauvais côté du régime ne sont pas en sécurité tels que Patrick Karegeya, l'ancien chef des services de renseignements qui a été assassiné dans une chambre d'hôtel de Johannesburg, ou le général Faustin Kayumba Nyamwasa, l'ancien chef de l'armée qui a survécu à plusieurs tentatives d'assassinats. Il en résulte que rares sont ceux qui sont assez courageux pour affronter le régime ou contester son bilan. [Les dernières élections en août ont été] moins une élection qu'un couronnement, et elles [ont garanti] le pouvoir à Kagame pour sept autres années à la présidence.

EN PRIVÉ, LES FONCTIONNAIRES ET LES DIPLOMATES rwandais nient rarement les atteintes aux droits de l'homme, mais insistent sur le fait qu'elles sont nécessaires pour maintenir la paix et la stabilité. Et en public, Paul Kagame est également plein d'assurance. « Les Rwandais ne toléreront pas les voix qui prônent un retour à une fracture ethnique qui a précipité le génocide il y a 18 ans. En ce sens, nous imposons des limites à la liberté d'expression dans la même mesure que l'Europe a rendu le déni de l'Holocauste un crime. À part cela, le Rwanda est un pays très ouvert et libre », a-t-il déclaré en 2010. 23 années sont passées depuis que le génocide a tué plus de 800 000 personnes et a déchiré le pays, mais le souvenir reste gravé dans la mémoire. Sur tous les édifices publics et à l'extérieur de la plupart des grandes entreprises, il y a des panneaux d'affichage qui rappellent « Kwibuka 23. Rappelez-vous. Unissez-vous. Rappelez-vous le génocide contre les Tutsis. Combattez l'idéologie du génocide. Construisez sur nos progrès. » Le génocide, contre non seulement les Tutsis, mais aussi les Hutus modérés, a été l'un des plus grands crimes du 20^e siècle. Mais il est également devenu un outil de l'élite dirigeante du Rwanda moderne, largement issue de la minorité tutsie, pour étouffer la critique et le mécontentement et justifier la pérennité de son règne. Paul Kagame a mené la force qui a mis fin au génocide et

donc le contester équivalait à contester le génocide lui-même. Peu importe si ses partisans étaient également impliqués dans les atrocités – et, plus tard, ils devaient contribuer à une guerre dévastatrice dans la République démocratique du Congo voisine, où elles ont provoqué la mort de millions de civils. Au milieu de toute cette commémoration organisée publiquement, on laisse une très grande part dans l'oubli. Dans une galerie d'art d'une banlieue chic de Kigali, je demande à un artiste ce que c'est que de travailler dans ce climat de peur. De beaux tableaux sont accrochés aux murs, pour la plupart, des scènes pastorales ou abstraites. Mais encore une fois, il manque quelque chose : il n'y a rien de la féroce critique sociale et politique qui caractérise l'art ailleurs sur le continent. « Nous peignons de belles choses ici. Nous ne peignons pas la politique », a-t-il déclaré.

DONC, VOICI À QUOI RESSEMBLE L'AVENIR DE L'AFRIQUE : une dictature presque parfaite qui réalise ce qu'elle a promis. Un miracle de développement, mené à bien au détriment des droits civils. Pour les partisans du Rwanda dans la communauté africaine et internationale, c'est un compromis acceptable. Je laisse entendre au Dr. Olushayo Olu, que les gains de développement du Rwanda sont compromis par son bilan notoirement médiocre sur les droits de l'homme. Il réfléchit pendant une minute. « Permettez-moi de préciser que je parle de l'Afrique de manière plus générale, et non pas spécifiquement, du Rwanda. Je crois que parfois le gouvernement doit être un peu ferme et résolu. Je crois que le gouvernement doit prendre cette initiative pour agir. Parfois, les gens appellent cela des violations des droits de l'homme. Je ne suis pas d'accord. » Et peut-être qu'il a raison sur ce point. Le Rwanda est loin d'être parfait, mais au moins quelque chose marche bien. On ne peut en dire autant à propos de nombreux pays africains qui soutiennent, au moins superficiellement, la liberté d'expression et la liberté d'opposition, mais peinent à garantir ces droits civiques et politiques tout en échouant lamentablement à concrétiser un développement significatif.

ON SOUPÇONNE QUE DE NOMBREUX RWANDAIS, qui reviennent sur l'histoire du pays et qui s'étonnent du chemin parcouru, acceptent le compromis qui a été fait en leur nom. La popularité de Kagame n'est pas entièrement fabriquée. Il en est de même du progrès accompli par le Rwanda, que même ses plus féroces critiques reconnaissent comme étant impressionnant (même si certains contestent l'ampleur de ses réalisations, en disant que l'on ne peut se fier aux statistiques officielles). Il est facile de comprendre pourquoi les autres dirigeants africains considèrent ce que Paul Kagame a accompli avec envie. Il peut se vanter non seulement des statistiques sur le développement dont ses pairs ne peuvent que rêver, mais on laisse aussi passer en toute impunité ses abus de routine des droits de l'homme pour lesquels tous les autres sont régulièrement critiqués. Pourtant, il y a encore des questions que l'on se pose : le développement du style rwandais est-il possible en raison de son mépris pour les droits civils, ou malgré cela? Paul Kagame, qui montre tous les signes du « président à vie » en devenant, peut-il maintenir sa performance et ce développement peut-il lui survivre? Et, surtout, est-ce vraiment applicable ailleurs? Le danger est que les éléments répressifs du modèle rwandais sont beaucoup plus faciles à reproduire que toute autre chose. Le Rwanda est une énigme. Si Kagame a raison ou non, qu'il soit un dictateur impitoyable ou un sauveur visionnaire, ou les deux, c'est un débat que l'on ne pourra résoudre de sitôt. Mais compte tenu de l'attrait évident que le Rwanda exerce sur les principaux courtiers de pouvoir du continent, c'est un débat que l'Afrique doit tenir. P

Article publié initialement dans le journal *Mail and Guardian*.
<https://mg.co.za/article/2017-07-07-00-like-it-or-not-rwanda-is-africas-future>

entrepreneuriat

Coup de pouce aux jeunes pousses



Une levée de fonds ambitieuse est organisée par **Prosperin Tsialonina** pour collecter 200 000 euros. Cet argent sera nécessaire pour pouvoir financer 100 start-up avec une enveloppe de 2 000 euros chacun. « Il faut financer 100 projets pour avoir un impact. Par expérience, on sait que tous les projets ne vont pas survivre », souligne-t-il.

Secteur agricole et rural, une banque de développement revendiquée

La mise en place d'une banque de développement est sollicitée par les exploitants agricoles. Il a été évoqué, durant la foire Fier-mada 2017, qu'une telle structure permettra de soutenir les initiatives entreprises dans ce secteur. Directement, elle pourra appuyer le développement des activités comme les campagnes de commercialisation des récoltes.

chiffres

515
milliards d'euros

ressources mobilisées par les banques africaines au profit des entreprises du continent

100
sociétés

qui exercent de manière illégale dénoncées par les syndicalistes

20
ans

durée minimum des dispositions fiscales et douanières prévues par la Loi sur le développement industriel



commerce

Vigueur du libre-échange

Une augmentation de production de 47,5 millions, en 2016, par rapport à 21,9 millions de dollars pour 2015. Telles sont les valeurs fournies par l'administration douanière sur les exportations vers les États-Unis. Les retombées économiques sont estimées comme étant positives pour Madagascar depuis sa réintégration dans l'Agoa. Outre les exonérations fiscales prévues, des accompagnements sont offerts par le biais de l'administration douanière américaine qui veille au respect des procédures et qui présente des orientations aux entreprises.

MDISP

Une nouvelle tête aux commandes

Un énième changement de tête au sein du ministère de l'Industrie et du développement du secteur privé. Armand Tazafy a hérité du portefeuille industriel tandis que Nouridine Chabani a hérité du sien, le ministère du Commerce et de la consommation. Ce changement intervient au moment où le projet de Loi sur le développement de l'industrie à Madagascar a été adoptée par le Conseil des ministres, et où un suivi rigoureux est nécessaire. Une nouvelle fois, les questions liées à la continuité ressurgissent.



Des hydrocarbures issus du recyclage du plastique

Une recherche innovante sur le recyclage des déchets en plastique a été enclenchée par des universitaires. Les bouteilles et les emballages plastiques, notamment ceux dérivés de l'élastomère ou du thermoplastique, seront utilisés dans ce procédé. Après raffinage, des hydrocarbures plus économiques et plus originaux que le pétrole seront obtenus.

Énergie, Maurice en exemple

Une fois de plus, l'île Maurice est inspirante. Le Programme régional d'efficacité énergétique ou PREE de la Commission de l'Océan Indien s'inspire de l'exemple du Programme national d'efficacité énergétique mauricien ou PNEE qui consiste en la réalisation d'audits énergétiques dans les entreprises du secteur privé mauricien. Le PREE effectuera 100 audits dans trois grands secteurs d'activité.



monnaie

Grosse coupure, gros problèmes

L'émission d'une nouvelle coupure de 20 000 ariary a été accueillie assez tièdement par l'opinion publique. Quant aux économistes, ils s'inquiètent des dérégulations qu'elle peut engendrer. Analyse de l'un d'entre eux.



Rado Ratobisaona

Contrairement à ce que beaucoup d'analystes et de commentateurs de l'actualité économique véhiculent, l'émission d'une nouvelle coupure n'occasionne pas d'inflation, c'est plutôt l'inflation, déjà bien réelle, qui a quelque peu forcé la Banque centrale de Madagascar à le faire. Alain Rasolofondraibe, le Gouverneur, a soutenu que le nou-

veau billet de 20 000 ariary est nécessaire, eu égard à la situation économique actuelle. Il estime que le renouvellement des billets de banque existants et l'émission d'une nouvelle coupure n'occasionneront pas de distorsions particulières dans le paysage économique malgache.

LA QUESTION EST de savoir si ce choix est judicieux par rap-

port à la capacité productive du pays qui demeure faible. En Inde, la raison principale du retrait des billets de banque de 500 et 1 000 roupies (à peu près 230 000 et 460 000 ariary) en novembre 2016 reposait sur la lutte contre les fraudes fiscales et la promotion de la monnaie électronique. En mai 2016, la Banque centrale européenne (BCE) avait signé la fin du billet de 500 euros, en annonçant qu'elle allait mettre fin à son émission à l'horizon de fin 2018 face aux « craintes que cette coupure puisse faciliter les activités illicites ». Pour le cas de la Guinée, le lancement d'un nouveau billet de 20 000 francs en 2015 – ayant pour objectif de « compléter les séquences qui existent en la matière » – avait provoqué une inflation déflateur du PIB¹ en pourcentage annuel de 10 578 points en 2016. L'émission de cette nouvelle coupure a eu un impact réel sur l'économie guinéenne avec la réduction de la pression de la demande de devises. En terme réel déflateur de PIB, les effets à court terme n'étaient pas palpables dans ce pays africain. Les mêmes impacts sont craints pour la Grande île. L'administration a mis en place des contre-mesures qui ne peuvent perdurer indéfiniment.

CERTES, L'ÉMISSION de la nouvelle coupure de 20 000 ariary constitue un assainissement de la circulation fiduciaire, mais elle baissera, *de facto*, le revenu de seignuriage de la Banque centrale². De plus, avec les nouveaux billets, la nouvelle coupure va ponctionner indirectement les billets de banque en circulation actuelle. Jusqu'ici, la durée de cohabitation des nouveaux et des anciens billets de mêmes valeurs faciales, n'a pas encore été communiquée, ce qui peut créer une certaine confusion. Pour doper la consommation, un effet-prix d'une courte durée

à la loupe

18,15%

> croissance de la masse monétaire malgache

4,87%

> croissance annuelle en tant que % de la masse monétaire

Source : Banque mondiale – 2016

est espéré. Même si le risque de thésaurisation n'est pas à écarter, avec le peu d'entrain que suscite l'émission de 20 000 ariary. Sur le plan national, deux scénarii sont envisageables : si le salaire réel ne bouge pas, il se peut que le taux de croissance nominale soit inférieur au taux de croissance potentielle. Dans ce cas, l'ajustement du taux directeur est nécessaire pour se rapprocher du taux de croissance réel d'équilibre et de la productivité marginale du capital. Si la croissance moyenne de la masse monétaire est supérieure à la croissance économique, l'inflation sera au rendez-vous.

DANS CE CONTEXTE, une simple augmentation de la demande de devises couplée avec une appréciation de l'une des monnaies fortes, entraîneraient une dépréciation de la monnaie nationale et une forte tension inflationniste. Le billet de 20 000 ariary risque alors de perdre sa valeur réelle par rapport à sa valeur faciale. Une baisse durable de la valeur de l'ariary, entraînant une hausse généralisée et persistante du niveau général du prix, peut survenir. Cela augure un risque fort d'illusion monétaire (on considère la valeur nominale de la monnaie plutôt que sa valeur réelle). Le billet de 20 000 ariary

va alors créer une confusion entre monnaie et richesse. La manifestation de cette illusion mènera à l'inflation par l'abus de la planche à billets. A très court terme, les Malgaches vont croire à la valeur intrinsèque de la monnaie. Plus tard, ils découvriront une diminution de sa vraie valeur réelle. Cette analyse n'est ni fataliste, ni pessimiste. Elle incite les pouvoirs publics à générer plus de richesse par le biais de la promotion des investissements et à une certaine démarche de prudence car une baisse du pouvoir d'achat ne peut pas être écartée puisque que la monnaie sert de lien entre le présent et le futur. **P**

¹ Le déflateur du PIB est l'un des indicateurs économiques permettant de mesurer de manière précise l'inflation.

² La Banque centrale reçoit des intérêts sur l'argent qu'elle prête ou perçoit un rendement sur les actifs qu'elle acquiert : on parle du revenu de seignuriage.



L'ombre du développement de l'économie souterraine plane

La grosse coupure est, à la fois, un moyen de paiement de sommes très importantes et un moyen de détention de la richesse. À l'image du billet de 500 euros, baptisé ironiquement Ben Laden – dont tout le monde parle, mais que personne n'a jamais vu – elle risque d'alimenter l'économie souterraine et de devenir un outil au service des fraudeurs et du blanchiment de fonds. Pour la grosse coupure européenne, de nombreux experts estiment qu'elle facilite la circulation d'argent sale, la corruption et le financement d'activités illégales. Généralement, une étude menée par l'Université d'Harvard stipule que les grosses coupures sont le mécanisme de paiement préféré de ceux qui mènent des activités illicites.

Pour la Grande île, la mise en circulation de ce nouveau billet augmente donc les possibilités de fraudes et de blanchiment qui sont déjà très importants et difficilement contrôlables sous nos latitudes. Dans le monde, la demande d'espèces a diminué dans l'économie légale. L'économie souterraine, en revanche, en utilise toujours autant. À Madagascar, la demande de billet de 20 000 ariary risque fort d'alimenter l'économie souterraine, criminelle, et la thésaurisation à des fins d'évasion fiscale, de criminalité ou de corruption.

En retour, l'économie souterraine nourrira la demande de consommation privée de l'économie formelle. Cette situation risque d'amplifier la distorsion économique. La dotation monétaire non déclarée constitue une mauvaise pratique économique qui permet allègrement de contourner la réglementation en vigueur. Les dispositifs mis en place sont pourtant clairs : le placement et le retrait de 10 millions d'ariary doit nécessiter une pièce justificative auprès des banques et, théoriquement, les achats et les ventes sans facture sont prohibés.

----- R.R.

culture de rente

Ça ne sent pas bon pour la vanille malgache



Alain Iloniaina



UNMIT/Martine Perret

Des prix qui s'envolent face à une qualité qui se détériore. Les ingrédients qui annoncent une campagne catastrophique de la vanille semblent réunis.

Alors que le cours de ce produit d'exportation atteint des sommets, jusqu'à près de 200 000 ariary le kilo de la vanille verte, et près d'un million d'ariary le kilo de la vanille préparée, le taux de vanilline ne cesse de baisser.

LES CHIFFRES du Groupement des exportateurs de vanille de

Madagascar (GEVM) font état d'un taux de vanilline moyen de 1% en 2016, alors qu'en 2014, ce taux était encore de 1,8%. La crainte que les industriels se dirigent vers d'autres formulations que celles de la vanille naturelle de Madagascar et vers d'autres origines que la Grande île est bien présente chez les acteurs du secteur. La cueillette précoce des gousses vertes est la cause principale de cette baisse de la qualité.

À cause du sentiment d'insécurité qui règne dans la filière depuis que les vols sur pied de ce produit sont en recrudescence, de nombreux paysans ont préféré récolter leur production bien avant la date d'ouverture officielle de la campagne. « Comme personne n'est là pour les défendre, les planteurs cueillent de la vanille encore immature et la conservent chez eux en utilisant la technique du sous-vide, mais

ils peuvent aussi la vendre auprès des petits collecteurs informels qui eux, sont protégés par des autorités locales, confie René Ratsarajery, président du syndicat régional des planteurs de vanille de la région de la Sava. S'ils ne sont pas eux-mêmes collecteurs, certains responsables et élus locaux sont complices de ceux qui viennent acheter de la vanille immature »

CAR, AU-DELÀ des craintes de vols de vanille sur pied, c'est aussi la présence d'acheteurs de vanille immature qui incite les paysans à récolter de manière précoce leur production. L'implication des autorités locales avait été reconnue par l'administration centrale qui avait annoncé des mesures en ce sens. Tout comme la présence de certains spéculateurs dont l'objectif était de blanchir l'argent acquis dans le trafic du bois de rose. Mais lors de son passage devant l'Assemblée nationale en mai 2017, le Premier ministre, Solonandrasana Olivier Mahafaly, n'avait pas non plus hésité à pointer du doigt certaines industries de transformation et d'extraction de vanilline comme étant les principaux acheteurs de vanille verte immature. Le chef du gouvernement avait alors accusé ces sociétés d'encourager les paysans à procéder aux cueillettes avant les dates légales fixées. Une incrimination rejetée par les exportateurs de vanille qui ont invité les autorités à venir effectuer des contrôles dans leurs installations. Une visite sur site des unités des principales sociétés pointées du doigt, conduite par l'ancien ministre du Commerce et de la consommation, Armand Tazafy le 24 juin, a effectivement montré que les hangars et les magasins de stockage étaient encore vides avant le 20 juin, date d'ouverture officielle de la campagne 2017-2018. Certaines sociétés ont même préféré attendre juillet avant de commencer à acheter les vanilles.

UNE SEMAINE APRÈS le début officiel de la campagne, les pre-

miers sacs de vanille arrivés auprès des exportateurs pouvaient encore contenir jusqu'à 50% de vanille immature. « Face à l'insécurité, les planteurs récoltent leur production en une seule fois alors que les produits n'arrivent pas à maturité au même moment », regrette Germain Ming, exportateur de vanille à Antalaha. Alors que la vanille a besoin de neuf mois pour gagner en maturation, à la date d'ouverture officielle de la campagne, certaines gousses n'ont que six mois. « Auparavant, on ne récoltait que les gousses qui avaient atteint la maturité, et on laissait sur pied celles qui étaient encore immatures et on ne les cueillait que plus tard

lorsqu'elles arrivent à maturité », reconnaît Armand Tazafy. Outre l'insécurité, celui-ci concède qu'il y a peut-être eu « une erreur » dans la définition de la date d'ouverture de la campagne. Si celle-ci avait été décalée d'un mois, le taux de vanille immature parvenant auprès des exportateurs et préparateurs, après la date d'ouverture de la campagne, aurait sans doute été réduit. L'intervention des hommes politiques qui avaient demandé une date d'ouverture de campagne légèrement anticipée est passée par là. « Ils veulent que les paysans aient de l'argent avant le 26 juin pour pouvoir faire la fête », glisse discrètement un opérateur. **P**

à la loupe

80%

de la vanille mondiale produite à Madagascar

1%

> le taux de vanilline

2 000

tonnes

> l'exportation pour 2017



l'épice du cru décroît

La formalisation des acteurs opérant dans la filière vanille est l'une des solutions avancées par le ministère chargé du Commerce et de la consommation aussi bien pour réduire l'ampleur de l'insécurité que pour améliorer les recettes générées par ce produit d'exportation. Car il y a actuellement la crise couve inexorablement. « L'idée est d'inciter les exportateurs à n'acheter qu'auprès des collecteurs agréés, tandis que ces derniers doivent tenir un carnet mentionnant la provenance des produits qu'ils revendent de manière à en assurer la traçabilité, détaille Armand Tazafy, le ministre du Commerce et de la consommation. Cela réduira les vols de vanille parce que les acheteurs, qu'ils soient exportateurs ou collecteurs, ne se fourniront qu'auprès des acteurs formels. »

Le ministre a également « sollicité les exportateurs à surveiller de près l'évolution du prix qui ne cesse d'augmenter, de manière à pérenniser la filière. Si cette hausse des prix se poursuit, l'avenir de la filière est menacé : la vanille de Madagascar ne sera plus compétitive. » Sur le marché français, le kilo est passé de 150 à 600 euros, rien qu'en une année. De plus en plus de pâtisseries se détournent de cet épice du cru, ce qui risque, à terme, d'avoir de grandes répercussions sur le



secteur à Madagascar, qui est pour le moment leader mondial. Pour Georges Geeraerts, président du Groupement des exportateurs de vanille de Madagascar, « face à une demande de plus en plus forte des arômes naturels, c'est en développant les plantations que les prix pourront être lissés et que l'on pourra éviter que les industriels se tournent vers d'autres formulations et vers d'autres origines. »

-----I.A.



Eddie Fernand

« La filière est complètement dérégulée »

Le premier magistrat de la ville d'Antalaha déplore un secteur à la dérive. Il paraît bien désarmé face à la crise qui secoue la filière vanille.



politikā COMMENT EXPLIQUER LA RE-CRUEDESCENCE INQUIÉTANTE DES VOLS DE VANILLE DANS LA RÉGION SAVA, LA PREMIÈRE EN TERMES DE PRODUCTION DANS LA GRANDE ÎLE ?

eddie fernand Le prix de la vanille a exceptionnellement augmenté cette année. Et cela a suscité bien des convoitises à bien des égards. Beaucoup de personnes pensent que ceux qui possèdent de la vanille ont de l'argent et de la richesse. C'est inscrit dans l'inconscient collectif. Durant cette saison, compte tenu de la hausse de la demande de la vanille verte, l'augmentation du prix touche aussi bien la vanille préparée que la vanille verte. D'où l'accroissement des cas de vols sur pied qui engendrent les violences, alimentant bien souvent les colonnes des « faits divers ».

LES CHAMPS DE VANILLE NE PEUVENT-ILS PAS ÊTRE SÉCURISÉS ? DES MESURES NE PEUVENT-ELLES PAS ÊTRE PRISES POUR JUGULER CES PHÉNOMÈNES ?

Au vu des surfaces cultivées, les planteurs n'arrivent pas à clôturer leur champ. C'est pour cela qu'ils sont si facilement exposés aux vols et aux larcins. Les planteurs n'arrivent pas, non plus, à s'offrir les services de gardiens. Or, pour sécuriser un champ de vanille, il ne faut pas

moins de cent gardiens. Ce sera une charge et un coût supplémentaires pour eux.

QUEL DEVIENDRAIT ÊTRE LE RÔLE DE L'ÉTAT DANS LA PRÉVENTION DE CETTE INSÉCURITÉ QUI TOUCHE CE SECTEUR ÉCONOMIQUE INCONTOURNABLE POUR LA GRANDE ÎLE ?

Les criminels et les larcins profitent surtout de la désorganisation de la filière à l'échelle régionale et nationale. À l'époque dirigiste des années 1970 et 1980, l'État était encore capable de surveiller aussi bien amont qu'en aval la filière vanille. Ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Depuis quelques années, l'administration n'arrive plus à encadrer de manière efficace la filière. Nous faisons face à une véritable dérégulation du secteur.

LES ACTEURS ŒUVRANT DANS LA VANILLE NE SONT-ILS PAS CENSÉS AVOIR DES CARTES PROFESSIONNELLES QUI LEUR ASSURENT L'EXERCICE DE CETTE ACTIVITÉ DE MANIÈRE PROFESSIONNELLE ?

Effectivement, les producteurs doivent avoir une carte pour pouvoir planter de la vanille. Les collecteurs ont l'obligation également de détenir le sésame pour pouvoir exercer. De même, cette exigence s'applique aux autres acteurs de la

chaîne de la vanille : en passant des acheteurs aux préparateurs. En théorie, tous ces dispositifs sont bien prévus et couchés noir sur blanc dans les textes régissant la filière. Néanmoins, dans la pratique, l'État n'a pas la capacité de contrôler et de vérifier tout le processus, aussi bien en amont qu'en aval. Les « brigands » profitent de cette situation et s'infilrent dans les multiples failles du système. Ce qui crée le véritable sentiment d'insécurité qui règne actuellement.

COMMENT CETTE DISTORSION SE TRADUIT-ELLE CONCRÈTEMENT ?

Dans la pratique, quelqu'un qui vous vend de la vanille verte n'est pas forcément un planteur légalement inscrit dans les registres. Ce produit peut être le fruit d'un recel. Ces dernières années, un véritable circuit parallèle s'est installé dans le secteur. Il brasse des sommes faramineuses qui passent à l'insu du système. Cette défaillance se répercute dans la commune que je dirige. Ainsi, en guise d'illustration, il paraît inconcevable de constater que la commune urbaine d'Antalaha ne perçoit qu'une part ridicule des ristournes sur les transactions relatives à la vanille chaque année, alors qu'elle est l'une des capitales mondiales de ce produit de luxe. Les transactions se font au dos des autorités. Et nous ne demeurons que de simples spectateurs. P

Libérer l'Afrique (et son potentiel)



Une chronique de...

Fredy Rajaonera

Fredy Rajaonera est le président en exercice du Syndicat des industries de Madagascar (Sim). Homme passionné, il est également à la tête de plusieurs entreprises. Il est notamment le Directeur général adjoint de la société Chocolaterie Robert, leader dans le secteur et dont la réputation a largement dépassé les frontières nationales. Il est également à la tête de la société Zafitsara et agent général de l'Assurance Aro. Fredy Rajaonera est un sortant de l'Institut des hautes études internationales de Paris.

Quel genre de transformation économique pour l'Afrique? La réponse semblerait bien évidente, mais la concrétiser à travers des programmes de développement est loin d'être évident. Aujourd'hui, l'économie africaine se résume essentiellement

à l'agriculture, à l'exploitation des ressources naturelles – notamment minières – et à la prédominance du secteur informel.

De nombreux pays du monde se « servent » en Afrique, mais sert-elle le reste de la planète?

Ce triptyque fâcheux est une réalité, du moins pour la plupart des pays africains. Le chemin est clair mais semé d'embûches : l'industrialisation.

Aujourd'hui, les gouvernements ont l'obligation de rivaliser d'ingéniosité pour explorer de nouvelles options. Et ce, afin de mobiliser les ressources intérieures et de réduire l'exposition de leurs revenus à la volatilité des cours des produits de base. L'émergence d'un tissu industriel fort permettra de réduire ces déficits et surtout, de combler les retards accumulés depuis des décennies.

Je me joins à d'autres voix qui soutiennent que l'Afrique et Madagascar peuvent cibler des secteurs à fort potentiel de croissance, comme l'agroalimentaire et les services à valeur ajoutée. Nous avons le talent nécessaire pour devenir des références dans ces volets sur le plan mondial, comme d'autres avant nous l'avaient fait. Il faut s'atteler plus efficacement à la transformation structurelle. Malgré l'afro-optimisme ambiant, les chiffres nous rappellent encore les réalités douloureuses : 54 % de la population dans 46 pays africains vit toujours dans la pauvreté. À

Madagascar, plus de 90% vivent dans l'extrême pauvreté. Des faits inacceptables à l'heure où les technologies sont disponibles et abordables pour la révolution industrielle.

La question serait plutôt « Veut-on vraiment une transformation économique pour l'Afrique et pour Madagascar? », au vu des multiples entraves comme les législations, la concurrence déloyale, le harcèlement fiscal, et bien d'autres maux, qui jalonnent le parcours de industriels. Ce qui est fort dommage car, à la tête du Syndicat des industries de Madagascar (Sim), – une organisation patronale fédérant les plus grandes industries de la Grande île –, je peux témoigner des valeurs

ajoutées de premier ordre induites par l'industrie. Ce secteur répond en grande partie à la nécessité

d'emplois pour nos milliers de jeunes qui grossissent les rangs du marché de travail chaque année. L'exercice de mes fonctions me reconforte dans l'idée que l'industrie promeut une transformation économique sans exclus. Chacun aura sa part de soleil.

La diversification des activités permettrait de consolider l'économie malgache et africaine qui demeure vulnérable à la volatilité des cours des matières premières. Par ailleurs, la faible capacité productive prive de nombreuses régions des effets d'entraînement associés au développement industriel comme, entre autres, la création d'emplois et d'entreprises, l'attraction des investissements étrangers, la transformation du secteur informel, la diffusion des technologies et l'augmentation des exportations. Les exemples sont légions, à l'échelle d'un pays comme Madagascar.

Les pères fondateurs de l'Afrique moderne s'étaient efforcés de libérer l'Afrique du joug colonial. Il est à présent le moment, pour nous, de la libérer des entraves de la pauvreté qui est une chaîne plus contraignante. Il nous faut libérer ces sources potentielles extraordinaires de croissance, dans toute leur diversité. P



L'opinion exprimée est individuelle et n'engage que son auteur



industrialisation

UN BESOIN PRESSANT POUR MADAGASCAR

De la vitesse et de l'ambition. C'est ce qui est réclamé pour une transformation structurelle radicale pour Madagascar. L'industrialisation est la voie à suivre.



Andriamanambe Raoto

Il est peut-être considéré comme le roi des animaux. Mais le lion est un gros fainéant. Il dort presque 15 heures par jour et laisse la lionne chasser. Ce n'est ce genre d'image de fainéantise que le Pr. Carlos Lopes veut pour l'Afrique, alors qu'elle est utilisée pour illustrer le (potentiel) réveil africain. Désormais, il veut que l'on compare le continent à un guépard. « *Le monde doit s'apprêter maintenant à l'essor de l'animal le plus rapide de la terre : le guépard. Élané et intelligent, métaphore de l'Afrique prête à battre tous les records!* », exhorte-t-il.

MADAGASCAR EST ENCORE LOIN d'avoir atteint la vitesse de chasse du guépard. Sa courbe de développement ressemble plutôt aux bonds de ses lémuriens nationaux : sautillant de manière irrégulière de crise en crise. La Grande

île dépend encore essentiellement de la fluctuation de son économie de rente ou encore de la contraction ou de la détente du cours des matières premières sur les marchés internationaux. Un piège qui peut, à tout moment, se refermer sur elle-même. L'économie malgache suit une trajectoire de croissance particulièrement erratique depuis l'indépendance. Chaque cycle d'accélération du développement a été rapidement annihilé par une crise politique induisant systématiquement une régression du revenu par habitant. Le dernier exemple en date est la crise de 2009 qui a mis fin à une période de croissance stable, même si la population n'a pas réelle-

[...]
l'industrialisation figure bien dans le PND, mais elle n'occupe qu'un modeste paragraphe.

Les yeux vers l'Orient

L'Asie du Sud-Est est une zone de développement exemplaire. La diffusion de la croissance y a été progressive. Le décollage de la Corée du Sud et de Taiwan a été suivi dans les années 1980 par l'émergence de l'Indonésie, de la Malaisie, de la Thaïlande, puis, au cours des deux décennies suivantes, par la croissance de la Chine, du Vietnam et de l'Inde. Même le Cambodge a suivi le mouvement.

ment goûté à ses fruits. Aussi, n'est-il pas étonnant que Madagascar tutoie la queue du peloton mondial en termes de développement. Avec un PIB par habitant de 391 dollars en 2016, selon le *World economic outlook database*³ du Fonds monétaire international (FMI), il se classe parmi les dix pays les plus pauvres du monde. Si la Grande île dispose d'un vaste territoire et d'une population conséquente, son PIB par habitant la situe très loin derrière ses voisins indo-océaniques. Même les Comores (753 dollars), tant raillées et moquées par les Malgaches, font mieux. La faiblesse de l'économie se retrouve dans de nombreux indicateurs : l'IDH (158^e), Doing Business (167^e), l'enquête de perception de la corruption de Transparency International (145^e)... Tous les

voyants sont presque au rouge, malgré le fait que le pays n'ait pas subi les affres d'une guerre civile. Ce constat, tout le monde le connaît. La solution, apparemment tout le monde le sait également : l'industrialisation et une transformation structurelle radicale.

AVEC UNE PART DE 14,8 % dans le pib, l'industrie malgache est très en retard par rapport aux autres pays africains, même si le continent noir reste totalement marginalisé en matière d'industrie. Les services et les produits de base ont presque à eux seuls tiré sa croissance. « *La part de l'industrie à Madagascar stagne. Son taux de croissance moyen avoisine les 3%. La valeur ajoutée de l'industrie dans l'économie malgache demeure faible et insuffisamment diversifiée* »², analysent Sylvain Tronc, chef de mission, et Andriamisa Ravelomanana, associé au cabinet PWC Madagascar. Par rapport à la moyenne enregistrée dans différentes zones économiques, comme la Southern african development community (23,4%), l'industrie locale se présente comme étant insuffisamment variée. Ses apports dans l'économie locale sont importants mais encore bien limités. Le rapport *Competitive industrial performance* (2012-2013) publié par l'Onudi, souligne que Madagascar occupe la 116^e place (sur 133 pays) en termes de compétitivité industrielle, avec un score de 0,055 (2010). Or l'émergence économique et la transition d'un État d'économie à faible revenu à une économie à revenu intermédiaire, nécessite l'industrialisation. C'est le modèle le plus « simple » pour accéder au développement, comme l'ont démontré les pays de l'Asie du Sud-est. Lors de la présentation du document, *Promouvoir le développement industriel en Afrique dans le nouveau contexte mondial*³, Norbert Lebalé, économiste à la division de l'Afrique de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) avait rappelé que « *depuis 20 ans, beaucoup de pays asiatiques sont parvenus à s'appuyer sur l'industrie notamment les activités à forte intensité de main-d'œuvre pour assoir leur développement économique. Malgré sa grande proximité avec le marché européen, ce modèle n'a pas fonctionné pour l'Afrique* ».

LA QUESTION QUI SE POSE pour le « cas » malgache est si l'industrialisation suscite réellement le consensus national. Les voix officielles répondent par l'affirmative. « *L'industrie est mentionnée dans le Plan national de développement (PND). C'est un signal positif démontrant l'importance du secteur secondaire pour l'État* »⁴, soutient Eric Randrasana, membre du Collège



Marc Ravalomanana
 (casquette rouge)
 s'empresse de remettre à flot son empire agro-industriel Tiko, rebaptisé Tiko/AAA

que la LDIM ne demeure qu'« une coquille vide » – comme s'en inquiète un industriel – est réelle. Fredy Rajaonera, président du Syndicat des industries de Madagascar (Sim), tente de rassurer : « *C'est une base de travail et un cadre prometteur pour l'avenir du pays. La mise en place de l'Agence nationale du développement industriel (Andi) et du Fonds national pour le développement industriel (FNDI) ainsi que la création de Zones d'investissement industrielles (ZII) sont des garanties tangibles* ». La Grande île grossit donc les rangs des nations africaines qui ont une politique industrielle. « *Depuis à peu près cinq ans, je fais le plaidoyer pour que le développement industriel soit au cœur de la transformation structurelle. Sur 54 pays africains, 27 ont une politique industrielle. C'est déjà un signe de bonne volonté* », partage le Pr. Carlos Lopes.

SI LA LDIM EST CONSIDÉRÉE comme un référentiel incontournable pour le pays, son adoption a longuement buté sur la question fiscale. Le ministère des Finances et du Budget est resté intransigeant jusqu'à la fin, concernant les mesures fiscales et douanières dédiées au secteur industriel. En effet, la loi prévoit une clause de stabilité de 20 ans pour toutes les mesures d'incitation prévues. Un véritable bras de fer s'est régulièrement engagé entre les lobbyistes, avec le MDISP, et le grand argentier de l'État. « *La pression du FMI a été très importante. C'est pour cela que le ministère des Finances n'a pas pu établir un certain compromis nécessaire* », laisse entendre une source proche du dossier. L'appréhension de l'État porte essentiellement sur ses caisses. Historiquement, les industriels constituent de grasses vaches à lait pour l'administration. « *Les blocages se situent au niveau des instruments politiques à utiliser pour vraiment promouvoir le développement industriel à Madagascar, à savoir l'incitation fiscale. Le MDISP a adopté une logique de développement industriel, tandis que le ministère des Finances roule pour la maximisation des rentrées fiscales. Il est assez difficile de concilier les deux visions* », regrette Olivier Donat Andriamahefapary.

EN CES TEMPS DE VACHE MAIGRE budgétaire, l'administration serre la vis et se focalise sur ces « généreux » contribuables. « *Le pays a*

des conseillers économiques du Président. Une assertion confirmée par Josielle Rafidy, ancienne Directrice de cabinet du ministère de l'Industrie et du développement du secteur privé (MDISP). « *L'industrialisation s'inscrit entièrement dans le PND depuis 2015* », glisse-t-elle. Leurs ardeurs sont tempérées par Marcus Schneider, représentant résident de la FES qui est pleinement engagée dans la promotion de l'industrie, comme étant le socle du développement. « *Le budget alloué au MDISP ne représente que 0,7% du budget général de l'État. Effectivement, l'industrialisation figure bien dans le PND, mais elle n'occupe qu'un modeste paragraphe* », souffle-t-il. Le département fait avec ses moyens du bord et le changement de capitaine à sa tête risque de remettre en cause, une nouvelle fois, les acquis durement « conquis ». Autres nœuds gordiens : la faiblesse des infrastructures (routes, électricité, etc.) et le coût des transports. Nonobstant ce marasme, le chef de l'État a exhorté à ne pas « *baisser les bras. Malgré les difficultés, il y a*

une issue et la relance économique passe par le développement industriel »⁵. « *Quand nous avons élaboré la politique industrielle de Madagascar, tout le monde était d'accord sur la nécessité impérieuse de la transformation économique. Mais elle prend du temps. Ce qui n'arrange pas les politiciens* », explique Olivier Donat Andriamahefapary.

LA LOI SUR LE DEVELOPPEMENT industriel de Madagascar (LDIM) a été une occasion en or de fédérer les acteurs issus des secteurs privé et public, autour de la nécessité d'une vision commune. Adoptée en Conseil de gouvernement et en Conseil de ministres, elle sera soumise pour adoption à la prochaine session parlementaire, après trois années d'âpres débats et de négociations difficiles. Une victoire à la Pyrrhus qui ne doit pas occulter le vrai combat qui commence maintenant. Au final, malgré une vraie promesse et un cadre de travail idéal, la marge de manœuvre est mince et la crainte

« besoin de commencer les actions là où le bât blesse : la pression fiscale qui est actuellement autour de 10%. Ce qui est probablement sous-estimé. C'est très peu. Dans le débat national sur la question, il faudrait évaluer non seulement la valeur financière de la fiscalité, mais aussi sa valeur économique. Si on regarde la fiscalité comme un comptable, on sépare les deux et on ne voit pas très loin », souffle le Pr. Carlos Lopes. Comme nous l'avons indiqué dans *Politikā*, les autorités ont de grandes difficultés à élargir l'assiette fiscale. Toutefois, « les effets d'entraînement futur – comportement des contribuables industriels – des mesures proposées par la LDIM tendent vers un gain significatif des finances de l'État », rassure Mamy Ravelomanana, l'auteur de la modélisation économique de l'étude⁶ *Plaidoyer pour la Loi pour le développement de l'industrie*, effectuée par PWC Madagascar. Ce constat est renforcé par Sylvain Tronc, chef de mission, et Andriamisa Ravelomanana, associé au PWC : « Il ne s'agit pas d'une relation donnant-donnant, mais gagnant-gagnant. In fine, la somme des gains pèse plus lourd que les pertes. »⁷ La projection estime que, même en baissant les droits de douane à 80% et en appliquant une TVA de 5%, les gains seront perceptibles au terme de la première année. Il faut que l'État soit inventif car l'élargissement fiscal doit accompagner la mise en place de la LDIM. C'est une aubaine en or qui se présente pour renforcer les caisses étatiques.

« **L'ÉLARGISSEMENT DE L'ASSIETTE fiscale nécessite une inventivité et la prise d'initiatives**, partage le Pr. Carlos Lopes. Avec davantage de revenus et une actualisation des comptes nationaux, Madagascar ferait face aux difficultés de sa dette souveraine avec toute une autre liberté. » Ce virage stratégique permettra de générer des fonds qui, à leur tour, permettront de financer le développement. « Pour rattraper son retard en matière d'industrialisation et favoriser une croissance inclusive, Madagascar doit mener à bien sa stratégie de développement des Zones économiques spéciales (ZES) tout en aidant les très petites entreprises à se transformer avec l'aide d'un secteur financier adapté aux besoins des "jeunes pousses" »⁸, plaident les économistes Tankien Dayo, El Hadji Ndji Mamadou Fall et Adamson Rasolofo. Cependant, « il est difficile de bénéficier d'un financement de la part des institutions bancaires, surtout les nouveaux porteurs de projets à Madagascar. Le taux d'intérêt appliqué est exorbitant »⁹, explique Marc Ravalomanana, président-fondateur du groupe Tiko. À Madagascar, plus d'un startupper ont mis leurs bonnes idées au placard, faute

de crédibilité auprès des principaux organismes de financement, principalement les institutions bancaires locales. Pour répondre aux défis d'une transformation structurelle de l'économie, propice à une croissance économique plus inclusive, le pays a besoin de combiner sa politique de développement avec une politique de promotion de l'entrepreneuriat, notamment auprès des jeunes. « Les atouts du pays doivent être rapidement transformés. La démographie malgache et la situation économique l'exigent », exhorte le Pr. Carlos Lopes. Néanmoins, avant de parler d'industrialisation à Madagascar en tant que telle, le développement passe avant tout par sa libération : État de droit et climat sain des affaires. Une autre paire de manches. En somme, doter un lémurien des aptitudes d'un guépard, un défi impossible à surmonter a priori, mais avec de l'ambition rien n'est impossible. Il suffit de se pencher sur les cas de notre voisine mauricienne ou de l'Éthiopie pour s'en convaincre. **P**

¹ www.imf.org

^{2, 6, 7} Conférence-débat sur l'industrialisation durable, organisée par la FES le 28 février 2017

³ http://unctad.org/fr/docs/aldecafrica2011_fr.pdf

⁴ Jeudi du Crem, 1^{er} juin 2017

⁵ Salon de l'industrie, novembre 2016

⁶ *Rapport sur les Perspectives en Afrique* :

<https://www.afdb.org/fr/countries/central-africa/madagascar/>

⁹ Propos recueillis par Misaina Rakotondratsima lors de la visite des membres du Sim aux installations de Tiko à Andranomanelatra



industrie, le virage décisif

Un objectif ambitieux. À l'horizon 2020, le secteur industriel ambitionne de passer la contribution du secteur secondaire au PIB à 25%. Cette ligne de mire n'est ni irréaliste ni impossible à atteindre. Mais pour le faire, il y a un besoin d'une réelle volonté d'avancer, d'un commun accord et surtout d'un courage politique à toute épreuve. « Dans les années 80, l'île Maurice a été à la croisée des chemins. Il fallait soit accepter la pression et les directives des institutions de Bretton Woods, soit avancer en prenant en main notre destinée. C'est ce que les Mauriciens ont fait avec le succès que nous connaissons actuellement », glisse Soodesh Callychurn, le ministre mauricien du Travail et de l'Emploi. Accélérer l'industrialisation rime aussi

avec investissements et modernisation de l'appareil public. La Grande île peut jouer son va-tout dans l'industrie régionale, continentale, voire mondiale, et assoir en partie son développement sur le secteur secondaire, en s'appuyant sur ses entrepreneurs, qui sont de plus en plus nombreux, et aussi les investissements directs étrangers, notamment les flux « Sud-Sud » (Chine, Inde, Brésil). Madagascar peut atteindre son objectif tout en entamant une démarche « verte ». Les technologies sont variées et abordables. Le terrain a été préalablement défriché par les Occidentaux, les acteurs étatiques et industriels malgaches pourront surfer sur cette dynamique.

-----R.A.



Olivier Donat ANDRIAMAHEFAPARANY

coïncider et concilier des visions différentes

IL A ÉTÉ L'UN DES ARTISANS DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE. OLIVIER DONAT ANDRIAMAHEFAPARANY PARTAGE SES POINTS DE VUE SUR LA LDIM ET L'INDUSTRIALISATION.

Comment avez-vous accueilli le fait que la LDIM ait été adoptée en Conseil des ministres ?

C'est un bon signe, malgré le retard dans le traitement des dossiers et des discussions qui ont entraîné en longueur au niveau des acteurs.

D'aucuns ne craignent que la loi ne demeure qu'une coquille vide comme bon nombre de dispositions, qu'en pensez-vous ?

Effectivement, nous avons bon nombre de lois mais l'on n'arrive pas à les mettre en œuvre. Pour la LDIM spécifiquement, la question repose plutôt sur la manière de mettre en place toutes les institutions prévues (l'Andi et le FNDI). Si c'est deux institutions ne sont pas bien créées ou si le montage institutionnel ne correspond pas à la réalité voulue, ce sera une « cause perdue ». Essentiellement, il faut les hommes qu'il faut à la place qu'il faut. Néanmoins, l'adoption de la LDIM demeure un bon signe même si les doutes persistent sur la compréhension de tout un chacun de l'esprit de la politique industrielle.

Quels sont les résultats escomptés ?

J'espère bien que la validation en Conseil

des ministres et du gouvernement de la LDIM marquera le début d'un réel cheminement. Elle obligera tout le monde à considérer le débat autour de l'industrialisation. Le processus se déroulera sur un laps de temps considérable. Il va permettre de coïncider des visions différentes. Par rapport aux objectifs établis, il est malheureusement difficile de prévoir ce qui se passera d'ici un ou deux ans, mais nous osons espérer une réelle stabilité pour que le processus d'industrialisation puisse impliquer tout le monde. La transformation de notre économie va booster les activités. Le secteur privé sera en mesure d'améliorer leur productivité et de maximiser leur profit.



Andriamanambe Raoto et Van-Lee Behaja



pour aller plus loin



À lire

- *Rapport sur le poids des entreprises industrielles membres du SIM dans l'économie malgache*, téléchargeable sur www.fes-madagascar.org
- *Ownership, leadership, and transformation* par Carlos Lopes et Thomas Theison, Earthscan, UNDP
- *À la recherche d'une voie pour l'industrie africaine - enjeux et options stratégiques* par John Thoburn, ONUDI



À voir

- *Singapour, les secrets de la réussite*, Spécial investigation sur France 2



À consulter

- www.usineafricaine.com



des VUES & des OPINIONS

Quel regard portez-vous sur l'industrialisation ?

Kingsley MOGHALU, ancien vice-gouverneur de la Banque centrale du Nigéria – Financial Times

L'Afrique est sur le point de passer à côté d'une opportunité car ses dirigeants – et ceux qui suivent les évolutions depuis Londres, Paris ou Washington – sont obnubilés à tort par les variations du PIB et les flux de capitaux étrangers investis pour la plupart dans les industries d'extraction des ressources et dans les centres commerciaux.

Nourine CHABANI, ancien ministre de l'Industrie et du développement du secteur privé

L'industrialisation est un processus sur le long terme. Aucun pays industrialisé au monde n'a réalisé son processus d'industrialisation en moins de dix ans. L'adoption de la nouvelle Politique industrielle de Madagascar fera entrer le pays dans une nouvelle ère industrielle qui capitalisera sur les erreurs du passé et qui tiendra compte des nouvelles opportunités qu'offre l'avenir. Nous en sommes convaincus, cela débouchera sur une structure industrielle malgache forte, compétitive et intégrée.

Mireille Ramilisoa RATOAVELOSON et Olivier Donat ANDRIAMAHEFAPARANY - Document de politique industrielle de Madagascar (2014)

Madagascar a besoin d'une Politique industrielle adéquate pour faire face aux nombreux défis qui attendent les acteurs économiques évoluant à Madagascar. Le rôle de la politique industrielle (...) est de favoriser la croissance, la valeur ajoutée et l'expansion dynamique dans de nouveaux domaines utilisant les avantages comparatifs de Madagascar et où les défaillances du marché empêcheraient ou ralentiraient le développement économique. En conséquence, cette politique industrielle vise à surmonter les obstacles à l'industrialisation rapide de Madagascar et à sélectionner des clusters clés de croissance. (...) Une vision et sa politique ne sont rien sans les structures et les ressources pour les mettre en œuvre. La stratégie de mise en œuvre proposée demande une collaboration étroite entre le secteur privé, le secteur public et la société civile.

Professeur Carlos Lopes

« À Madagascar, il n'y a rien qui ne puisse être soumis à une transformation radicale »

Dans le monde policé de la diplomatie économique, Carlos Lopes a toujours détonné à travers ses analyses lucides et sans ambages. Lors de son passage à Madagascar, il nous a accordé un entretien.



Andriamanambe Raoto et Karina Zarazafy

politikā_L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES A PROCLAMÉ L'HORIZON 2016-2025 COMME LA TROISIÈME DÉCENNIE POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE. COMMENT ACCUEILLEZ-VOUS CETTE DÉCISION ?

carlos lopes En tant qu'ancien haut fonctionnaire des Nations unies, je devrai dire de bonnes choses. Mais ce genre de déclaration ne sert pas à grand-chose. Ce sont des affirmations pour attirer l'attention du processus intergouvernemental sur des décisions déjà prises. Si l'on ne regarde que les OMD et maintenant les Objectifs de développement durable (ODD), énormément de volets qui ont fait l'objet de déclarations tonitruantes, n'ont pas vraiment contribué à l'approfondissement du débat sur la nature des politiques de développement industriel. Il faut voir cela avec un regard sceptique. Sans vouloir promouvoir le cynisme, il est bien de parler de l'industrie, mais les paroles ne vont pas faire la différence.

QU'EST-CE QUI FERA LA DIFFÉRENCE ?

Le vrai débat concerne les difficultés et les opportunités qui sont offertes pour l'industrialisation du continent. Les discussions au niveau de chaque pays, des sous-régions pour créer des chaînes de valeur régionales et les débats techniques sur les expériences réussies et non en

Afrique ou ailleurs, doivent être menés pour documenter et mieux créer la base de connaissances afin de mettre en place une politique efficace.

SERIEZ-VOUS ADEPTE D'UNE APPROCHE AU NIVEAU DES PAYS ET DES SOUS-RÉGIONS PLUTÔT QUE POUR UNE DÉMARCHE GLOBALISÉE QUI EST LA MODE ACTUELLEMENT ?

La mode actuelle est de dire que nous sommes dans la quatrième révolution industrielle et que nous sommes en train de vivre l'ère de l'automatisation et de la robotisation. Il n'y aura plus d'emploi dans le monde industriel. Quand on entre dans le débat global, on voit l'ensemble du monde. En scrutant l'ensemble de la planète, normalement on se concentre sur les problèmes de la pointe la plus « mature » de l'ensemble. Par exemple, le Japon a besoin de la robotisation et de l'automatisation parce la main-d'œuvre s'y raréfie et qu'il y a des problèmes au niveau macroéconomique. La connaissance technologique ainsi que la propriété intellectuelle y sont des thématiques récurrentes. L'Afrique n'est pas encore dans ce créneau. Même s'il fait partie indirectement de toutes les chaînes de valeur globale, le continent est dans l'autre extrême : la main-d'œuvre y a encore beaucoup d'importance. Les défis sont d'une nature complètement

différente : la croissance démographique, l'explosion de l'urbanisation, le nombre de jeunes et l'augmentation de la classe moyenne. C'est pourquoi, tout en étant conscients des grandes tendances globales, nous devons nous concentrer sur ce qu'on devrait faire au niveau national et au niveau sous-régional.

SERIEZ-VOUS DONC PARTISAN D'UNE AFRIQUE QUI VA À CONTRE-COURANT ?

Je ne dirais pas à contre-courant. Le continent essaie de profiter des chances offertes par le développement global. Nous n'avons pas les mêmes problèmes qu'ailleurs. Nous sommes dans une autre étape du développement industriel. Aussi, pouvons-nous nous permettre d'adopter des solutions qui sont différentes d'autres régions du monde, plus avancées dans la chaîne de valeur.

LES DÉBATS AUTOUR DE L'INDUSTRIALISATION OCCUPENT-ILS RÉELLEMENT LES MÊMES ESPACES EN AFRIQUE QUE CEUX CONCERNANT LE SIDA, LA FAMINE OU LA PAUVRETÉ ?

Pendant longtemps, les discussions sur le développement sur le continent noir étaient dominées par l'« industrie du développement ». Une industrie qui dépendait des aides au développement. Ces dernières ont de bonnes intentions sociales, qui ne sont pas critiquables en soi, mais elles ont



provoqué beaucoup de dégâts : elles ont empêché les débats économiques. L'agriculture est un exemple classique. Depuis 30 ans, une moyenne de 10 milliards de dollar par an est versée dans le secteur agricole africain. Ce qui n'a pourtant pas fait avancer le niveau de productivité. Certes, on ne peut pas être contre ces accompagnements, mais cela ne va pas vraiment changer les caractéristiques économiques de l'agriculture africaine. C'est à nous de replacer les attentions dans le domaine économique et ses retombées sociales. Le social et l'aide au développement ne doivent pas être au centre. Cela pérenniserait les problèmes que nous observons.

ÊTES-VOUS POUR L'APPROCHE DE L'ÉCONOMIE COMME LOCOMOTIVE ?

C'est toujours le cas dans toutes les réalités. Je ne dis que l'évidence. Malheureusement, l'évidence a été négligée. Partout, on considère l'économie comme vecteur fondamental pour la définition

Madagascar a les atouts pour rattraper son retard. [...] Il est important d'instaurer une bonne politique industrielle qui est centrale [...] et non plus sectorielle.

des politiques. Le débat actuel sur le développement durable défend que les trois piliers économie, social et environnement doivent être considérés au même rang. Je suis tout à fait d'accord avec cette approche. À mon avis, cela signifierait, en termes pratiques, que nous avons besoin d'une économie plus inclusive et plus respectueuse de l'environnement. C'est ce qu'on appelle l'« économie verte » : une économie différente, plus humaine et plus sensible.

CETTE ANNÉE, LE G20 A MIS SUR LA LISTE DE SES PRIORITÉS L'INDUSTRIALISATION EN AFRIQUE. EST-CE UN SIGNAL POSITIF POUR LE CONTINENT OU N'EST-CE QU'UN EFFET D'ANNONCE ?

Il faut voir cela dans toutes les dimensions. Chaque fois qu'on met l'Afrique en avant, on veut s'attirer les bonnes grâces de l'opinion publique. Pour l'industrialisation en Afrique, on n'a pas besoin du schéma élaboré par le G20. Il faut favoriser l'émergence d'assurance-crédit qui

va permettre aux investisseurs d'être protégés dans une notion de risque, amplifié en Afrique. Concrètement, il importe de faire en sorte que les accès à des crédits bonifiés – comme c'est le cas dans les pays européens en crise tels que le Portugal, la Grèce, Chypre, etc. – soient facilités. C'est ce genre de dispositifs que j'aimerais voir mis en œuvre en Afrique et non pas les bonnes intentions.

POURQUOI Y A-T-IL CE DEUX POIDS DEUX MESURES ENTRE DES PAYS EN RÉCESSION DEPUIS QUASIMENT UNE DÉCENNIE (LA GRÈCE, CHYPRE, LE PORTUGAL...) EN TERMES D'OCTROI DE CRÉDITS PAR RAPPORT À L'AFRIQUE QUI EST PRÉSENTÉE COMME UNE TERRE D'OPPORTUNITÉS ?

Lors de la crise en Ukraine, le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un crédit qui a ensuite déclenché d'autres crédits supérieurs au déficit d'investissements en infrastructures en

vue technique, mais qui exige beaucoup de courage. De nombreux pays africains font du marché pétrolier un marché de subventions. Cela enlève énormément de potentiels pour pouvoir agir dans les domaines social et infrastructurel. Toutes les études ont prouvé que les subsides de ce type ne bénéficient jamais aux pauvres et établissent un système de corruption. Actuellement, le prix du pétrole est à la moitié de ce qu'il était il y a deux ans. Nous avons une chance unique de casser ce système, de stopper les subventions et de laisser le marché faire son travail. Cette mesure permettra immédiatement de régler le problème d'accès à des ressources internes.

COMMENT COMBLER LE RETARD DE MADAGASCAR AVEC SES DÉFICITS ACTUELS : ÉNERGIE, GOUVERNANCE DÉFAILLANTE, CORRUPTION... ?

En général, les pays africains sont retardataires par rapport au développement industriel. Quelques-uns sont déjà industrialisés. Malgré ce qu'on dit, la part de l'industrie dans le PIB des pays africains commence à prendre de l'épaisseur. Donc, on a déjà les éléments de base. À Madagascar, ils sont présents, à l'image des zones franches. L'extraction minière offre des possibilités de valeurs ajoutées tout comme l'agro-industrie. L'artisanat est également une bonne assise pour commencer la production industrielle à petite et moyenne dimension. Madagascar a les atouts pour rattraper son retard. À mon avis, il est important d'instaurer une bonne politique industrielle qui est centrale – c'est-à-dire une politique nationale – et non plus sectorielle. Une bonne politique industrielle aligne cohérence, ambition et innovation. Pour « provoquer » le développement industriel, l'ensemble du pays doit se focaliser sur un certain nombre de domaines. Dire simplement que « nous n'avons pas d'énergie, d'infrastructures ni de bonne gouvernance », c'est simplifier la problématique. Il faut aller au-delà.

ALLER AU-DELÀ, C'EST AUSSI CONSIDÉRER L'ESPACE DANS LEQUEL MADAGASCAR ÉVOLUE TEL QUE LES MARCHÉS RÉGIONAUX COMME LA SADC, LE COMESA ET LA COI. EST-CE DES OPPORTUNITÉS OU DES HANDICAPS ?

Je ne veux pas vraiment négliger l'importance des challenges. Vous les appelez handicaps, je les qualifie de « défis ». Ils doivent être intégrés dans la planification stratégique pour trouver des solutions. Pour Madagascar, il n'y a pas vraiment de handicaps car il n'y a rien qui ne puisse être soumis à une transformation « radicale ». Il faut avoir de l'ambition et l'ambition requiert du cou-

(L'Éthiopie, le Rwanda ou la Côte d'Ivoire) [...] démontrent que, quand une nation est vraiment au plus bas, on peut avoir un sursaut de leadership [...]

rage. Saviez-vous que le pays de l'Afrique subsaharienne qui a la plus grande flotte de navires commerciaux est l'Éthiopie ? Un pays qui n'a pas d'accès à la mer !

À CHAQUE FOIS QUE NOUS AVONS EU UN DIRIGEANT QUI AVAIT DU COURAGE, CELA S'EST SOLDÉ PAR UN COUP D'ÉTAT. SI L'ON SE RÉFÈRE À LA COURBE ÉCONOMIQUE MALGACHE, À CHAQUE PIC, IL Y A UN COUP D'ÉTAT DANS LA FOULÉE. COMMENT INVERSER LA TENDANCE POUR MADAGASCAR ET LES PAYS AFRICAINS QUI ONT VRAIMENT UN PROBLÈME DE LEADERSHIP POLITIQUE ?

Je ne sais pas. Là, nous entrons dans la « psychologie politique » d'une nation. La situation n'est pas à généraliser car beaucoup de pays africains ne sont pas passés par les crises et les coups d'État. Je refuse cette caricature. Au moins huit pays africains n'ont pas eu de guerre civile alors qu'il n'y a pas un seul pays européen qui ne soit pas passé par des conflits ou des guerres civiles. Je pense donc que ce n'est pas cela qui définit la nature du problème. Parfois, quand un pays est vraiment au fond de l'abysse, un leader, vraiment disposé à la transformation radicale, apparaît. C'est le cas en Éthiopie, au Rwanda ou en Côte d'Ivoire, qui a vécu une guerre civile de 15 ans. Ces pays sont actuellement pionniers sur le continent. Ces exemples démontrent que, quand une nation est vraiment au plus bas, on peut avoir un sursaut de leadership et une transformation assez impressionnante.

SUR L'ÉCHELLE INTERNATIONALE, COMMENT CONSIDÉREZ-VOUS DES CONVENTIONS COMME L'APEI PASSÉES ENTRE CERTAINS PAYS AFRICAINS ET L'UNION EUROPÉENNE ?

Je suis très content que les pays africains ne l'aient pas encore ratifié, ce qui veut dire qu'il n'est pas entré en vigueur. Je suis également content que la chancelière allemande, Angela Merkel, ait estimé récemment que ces accords

n'étaient pas justes pour l'Afrique et qu'il faudrait les renégocier. J'insiste sur cette renégociation avec les leaders africains depuis maintenant trois ans, mais rien n'a été fait. Avec cette déclaration, je pense qu'il est irréversible que l'on renégocie. Les APE ne sont pas bons pour l'industrialisation du continent. Ils ouvrent nos marchés à cause d'un accord qui est basé sur des compensations qui ne viendront jamais, parce qu'elles ne sont pas obligatoires.

MADAGASCAR EST ENCORE DANS UNE PHASE EMBRYONNAIRE DE SON INDUSTRIALISATION. COMMENT CONVAINCRE UN INDUSTRIEL D'ADOPTER LA DÉMARCHE DE L'INDUSTRIALISATION VERTE ?

Il ne faut pas le faire avec l'approche des pays développés. Des subventions sont octroyées à ceux qui adoptent les technologies vertes. Les industriels occidentaux sont en train de faire une sorte de « réadaptation » de leurs installations et de leurs systèmes productifs pour répondre aux exigences de l'environnement. Ce n'est pas la voie de l'Afrique. Le continent devrait commencer en adoptant les technologies propres qui sont déjà compétitives. On peut produire l'énergie renouvelable au même coût que celle fossile. Nous avons une technologie tout à fait efficace permettant de le faire. Sur le plan agricole, l'agriculture bio n'utilise pas beaucoup de chimie. Il est difficile pour les pays qui ont utilisé de la chimie depuis des siècles, de se convertir au bio. Mais les agriculteurs africains peuvent directement commencer sans chimie. Il s'agit donc de défis différents.

ÊTES-VOUS UN « AFRO-OPTIMISTE » OU UN « AFRO-RÉALISTE » ?

On appelle afro-optimiste n'importe quelle personne qui dit un certain nombre de vérités sur le continent, semblant à contre-courant de la perception négative générale. Je dis seulement ce que les chiffres me disent. C'est aux autres de me classer dans une catégorie! P



Quelques mots sur...

Carlos Lopes

la cheville ouvrière de l'industrialisation verte en Afrique

Il ne fait rien comme les autres. Le Pr. Carlos Lopes est un brillant économiste de Guinée-Bissau. Son laïus ? Le développement endogène de l'Afrique. Il a ouvertement critiqué le franc CFA au grand étonnement des observateurs. Il le qualifie de « mécanisme désuet ». Quand il quitte avec fracas la Commission économique pour l'Afrique (CEA) dépendant des Nations unies, basée à Addis-Abeba et censée travailler en étroite collaboration avec l'Union africaine, il explique qu'il « veut garder sa liberté de parole sur l'Afrique ». Sous sa direction, la CEA mue et devient un *think tank* de référence produisant des idées qui vont à contre-courant et délibérément provocatrices. Ce départ fracassant s'est fait alors que l'homme a un bilan conséquent : il avait fait des flux de capitaux illicites ou encore des réformes fiscales maladroites des sujets réguliers de débat et de réflexion sans tabous avec les leaders africains. Il a également milité pour la mise en place de données et de statistiques de qualité et mises à jour, nécessaires à une prise de décision efficace. L'homme a obtenu son baccalauréat au lycée Kwame Nkrumah en 1977. Il est passé par le puissant réseau de Andrade pour avoir une bourse. Il suivra son cursus universitaire à Genève, et plus tard, à Paris, un parcours académique couronné d'un doctorat. Il a axé ses recherches sur les questions africaines sur celles relatives au développement. Actuellement, Carlos Lopes est l'éminence grise de quelques dirigeants africains. Il s'est attelé à une nouvelle tâche : il fait partie du groupe mis en place par le président rwandais Paul Kagame, chargé par ses pairs de proposer une réforme en profondeur de l'Union africaine.



pauvreté

Péril en la demeure

Classé cinquième pays le plus pauvre du monde, Madagascar s'enfonce de plus en plus dans la misère. Mais fait-on les efforts nécessaires pour nous en sortir ?



Hilda Hasinjo



Henitsoa Rafalia

Un enfant dort à même le sol. Fatigué, il est terrassé par la famine. Au cœur du quartier administratif d'Antsahavola, entre les travailleurs en col blanc, la scène est tristement banale. Seuls les étrangers de passage s'émeuvent d'un tel tableau. Les Malgaches sont, depuis longtemps vaccinés – anesthésiés – par ce genre de tableau qui met en relief, de manière manifeste et dramatique, la pauvreté. Dans la plupart des régions de la Grande île, l'on a l'impression de n'être pas sorti du XIX^e siècle.

LA PAUVRETÉ N'EST PAS UNE FATALITÉ... mais il faut l'homme qu'il faut. C'était le slogan de campagne de Tovonahary Rabetsitonta, Président d'honneur du parti Grad-Iloafo. Crédité d'un modeste 2,25% à la présidentielle de 1992, il a pu amasser une petite fortune. Il y a un temps, la promesse d'un Madagascar meilleur, un pays agréable à vivre, a fait rêver des générations. Mais des décennies plus tard, rien ne s'est concrétisé. Pire, Madagascar s'est laissé dépasser par ses îles voisines et les autres pays africains, qui ont pourtant été la proie de guerres civiles. Le constat est amer. La sonnette d'alarme a été tirée depuis longtemps. La Banque mondiale ne cesse d'attirer l'attention avec des

chiffres de plus en plus manifestes. 90% de la population vivent aujourd'hui avec moins de 3,10 dollars par jour, ce qui correspond à l'extrême pauvreté. « *Il n'est même plus question de vie, mais de survie* », constate Coralie Gevers, responsable des opérations de la Banque mondiale à Madagascar et aux Comores. La question est de savoir pourquoi nous retrouvons-nous dans cette situation alors que d'autres pays s'en sont sortis ? C'est là surtout le résultat de la mauvaise gouvernance et de l'absence de toute industrialisation digne de ce nom. Cette situation contraste avec la richesse du sous-sol malgache et l'exubérance de la nature, qui, elle-même, est menacée par une exploitation irraisonnée.

« **LE DÉBAT SUR LE DÉVELOPPEMENT** n'affecte pas l'homme de la rue qui est exclu de tout système. Il n'est ni consulté, ni réellement représenté. Nul développement de quelque type qu'il soit ne peut se faire sans la participation de l'ensemble des citoyens. En considérant la dimension culturelle du vivre ensemble, on ne peut forger cette image de l'avenir sans leur participation », indique Hemerson Andrianetrazafo, artiste plasticien, enseignant-chercheur et historien d'art, qui a un regard particulièrement acéré sur la société malgache. D'ailleurs, il est

convaincu que tant qu'au niveau national, une vision claire de ce que l'on entend par développement n'est pas dégagée, il est impossible d'accéder au développement. « *Nous n'avons jamais pris le temps de réfléchir sur le sens à octroyer au terme développement. S'agit-il de suivre le modèle de l'Occident qui a mis des millénaires à se construire ? Ou de se soustraire aux définitions du FMI et/ou de la Banque mondiale sur les divers critères ? Quelles visions avons-nous de notre développement ?* se questionne-t-il, avant d'ajouter que *l'on ne peut aboutir nulle part sans avoir répondu à ces questions. On a soigneusement évité de le faire depuis 1960, par méconnaissance ou par pure paresse intellectuelle* ».

ELYANE RAHONINTSOA, géographe spécialisée dans le sous-développement et également enseignante partage l'avis de l'artiste. Pour elle, se sortir de la pauvreté implique un choix. « *Certes, il est d'usage d'expliquer que la pauvreté est un problème économique qu'il faut régler avec des mesures économiques. Mais à mon sens, c'est un problème social d'abord, soutient-elle. Pour pouvoir agir dans l'intérêt de l'économie, il faut que l'individu soit productif. Donc il faut lui assurer une "sécurité sociale", une société qui favorise la dignité de l'homme.* »

Comme souvent, la situation mauricienne est érigée en exemple (voir *Politikā* 2). C'est en misant sur sa population que ce pays a pu assurer son développement. L'intervention de l'État dans les domaines sociaux y a fait ses preuves comme la gratuité des études et des soins. Sur le plan continental, le Rwanda est l'autre exemple le plus fréquemment cité comme référence (voir *l'article par ailleurs*). Son ascension fulgurante est vue comme étant « le miracle africain », en termes de développement. En douze ans, entre 2001 et 2012, sa croissance annuelle moyenne a tourné autour de 8%. Ce pays – mis à terre par une guerre civile meurtrière en 1994 – ambitionne actuellement de devenir un « tigre » africain. Il veut abaisser jusqu'à 35% le taux de pauvreté d'ici 2018 qui est actuellement de 40%. Ce progrès spectaculaire n'est pas le fruit d'un miracle, mais d'une prise de décision politique de haut niveau et de choix stratégiques. Et l'industrialisation fait partie de ces décisions prises (voir *notre dossier sur l'industrialisation*).



pauvres et riches : le grand écart

Un bal de 4x4 dans un océan de misère. Antananarivo cultive les paradoxes et les contradictions. Les immeubles flambant neufs tutoient les cases en bois. L'opulence côtoie souvent la misère extrême. L'inégalité flagrante est l'une des manifestations les plus évidentes de la pauvreté dans la Grande île. Elle a augmenté de manière latente ces dernières années, mais le phénomène s'est accéléré durant cette dernière décennie, l'accroissement des trafics des ressources naturelles n'y est sûrement pas étranger, même si ce n'est pas la seule cause. L'on constate l'apparition de nouveaux riches, la paupérisation de plus en plus importante de la population et, plus inquiétant encore, le phénomène de la disparition progressive de la classe moyenne. « Dans les années 60, un simple fonctionnaire ou un agent du secteur privé pouvait contracter des emprunts pour se payer une voiture ou construire sa propre maison. Il avait encore suffisamment de marge pour vivre décemment. Aujourd'hui, beaucoup de foyers galèrent. Le niveau de vie a ostensiblement baissé », souligne

Mises à part les activités dans le service, la transformation est également le fer de lance de cet élan rwandais, sous la férule d'un leader charismatique.

HUGUES RAJAONSON, ÉCONOMISTE, membre du Cercle de réflexion des économistes de Madagascar (Crem) explique que le développement n'est pas la seule affaire de l'État. « *Il peut tout proposer des programmations stratégiques, toutefois si le secteur privé n'y accorde pas sa confiance, il n'est pas possible d'attendre une croissance des activités. Les entrepreneurs seront réticents à mettre en place les stratégies de croissance de la productivité de leurs facteurs de production (travail et capitaux) ou les stratégies d'intégration d'innovation qui leur permettent d'accroître leur compétitivité, y compris celle de leur produits.* » Une situation qui n'incite pas les investisseurs à multiplier leurs affaires, donc limitative pour le développement économique. Dans tous les cas, Madagascar doit

un quinquagénaire, avec une pointe évidente de nostalgie. Dans le rapport *Changements de fortune et persistance de la pauvreté à Madagascar : récentes découvertes*, la Banque mondiale situe la hausse des inégalités à partir de 2010, au lendemain du coup d'État de 2009, et à l'aube d'une Transition qui ébranlera les fondamentaux du pays. En réalité, l'écart s'est creusé après la fin de la Première République, qui a adopté un régime d'État-providence. Par ailleurs, les phénomènes naturels, comme le changement climatique, participent grandement à l'accroissement de l'inégalité. La population majoritairement rurale subit de plein fouet les soubresauts climatiques : les périodes sèches succède à celles de fortes crues alors que l'agriculture constitue la base de subsistance de milliard de Malgaches. Au niveau mondial, Madagascar est considéré comme l'un des pays sur lesquels s'abattent brutalement les effets du changement climatique.

----- R.A.

décider seul de ses orientations politiques et économiques dans l'optique d'un développement réel. Les solutions sont connues : l'investissement dans l'« humain » pour de meilleures conditions de vie et non plus de survie, et une création de richesse surtout par l'industrialisation agroalimentaire. Mais au final, les analyses donnent toujours une part de responsabilité importante à la politique. C'est ce qu'ont avancé en chœur les panélistes, lors du débat organisé par Incubons et qui a eu pour thème « Pourquoi sommes-nous pauvres ? ». L'augmentation des inégalités au cours des dernières années est de plus en plus préoccupante. « *Les chocs climatiques et les fortes variations des prix semblent avoir induit une hausse des inégalités à partir de 2010. Le ratio entre le niveau de vie moyen des 10% les plus riches et celui des 10% les plus pauvres a varié entre cinq et huit au cours de la période 2001-2012, bien en dessous de la moyenne de 13,4% dans les pays à faible revenu* », souligne le document de la Banque mondiale *Changements de fortune et persistance de la pauvreté à Madagascar : récentes découvertes*.

LES AIDES ET LES APPUIS des bailleurs de fonds ne devront être que des « déclencheurs » de développement. « *Nous devons avoir le droit de choisir avec quel Partenaire technique et financier travailler. Le choix naturel doit se porter sur ceux qui sont pour l'exploitation rationnelle de nos terres, en faveur de l'agriculture et la transformation agroalimentaire* », propose Rado Rabemananjato, activiste de Gauche, lors du débat mensuel Zoma an'Ankavia. « *Nous savons que, lorsque les programmes bénéficient d'appuis, les résultats sont bons. Mais nous ne parvenons jamais à maintenir ces performances une fois que les appuis prennent fin* », déplore lucidement Coralie Gevers. La situation est grave car il y a péril en la demeure. Malgré la légère accalmie entraînée par une relative stabilité politique depuis quatre ans, la démographie galopante est une bombe à retardement qu'il ne faut pas sous-estimer. Les chiffres de la croissance ne sont que des trompe-l'œil et ne profitent qu'à une minorité, même si la stabilité est la pierre angulaire de tout projet de développement. « *Pour les dirigeants, il sera plus question de conforter les acquis par une continuité dans les actions entreprises. Mais l'instabilité au pays n'aide pas vraiment dans ce sens. Et les visions divergent, d'un ministre à l'autre* », explique notre interlocutrice. Le véritable drame de la pauvreté est peut-être l'indifférence générale dans laquelle le pays sombre... P



“ la vision doit venir de l'État ”

La Banque mondiale est engagée dans la Grande île essentiellement sur le plan social. Coralie Gevers, est la responsable des opérations à Madagascar et aux Comores. Interview.

SUCCESSIVEMENT DANS LE PAYS DEPUIS DE NOMBREUSES ANNÉES, ONT-ILS BUTÉS ?

Les visions et les projets de développement doivent prioritairement venir de l'État. À mon avis, la Grande île n'a pas toujours eu de plan sectoriel bien défini. C'est ce qui a handicapé depuis longtemps le développement de Madagascar. Mais l'on peut constater de manière très positive que le changement est en train de s'opérer. L'éducation nationale a déjà le sien, le Plan sectoriel de l'éducation (PSE) (*un plan mis en œuvre par les ministères de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique et de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle. Le processus est appuyé par la Banque mondiale, NDLR*). Et d'autres secteurs sont aussi sur le point de mettre en place leur plan de développement. Comme ce sont des visions, il faut qu'elles soient ambitieuses. Néanmoins, il est impératif que l'État se donne les moyens de les réaliser.

PAR OÙ DEVRAIT-ON COMMENCER POUR INITIER UN DÉVELOPPEMENT EFFECTIF ET QUI SERAIT PROFITABLE À TOUTE LA POPULATION ? QUELLES SONT LES VRAIES PRIORITÉS ?

Au sein de la Banque mondiale, nous pensons que le plus important est d'investir dans le capital humain. C'est pour cela que, dans notre plan pour la Grande île, nous investissons, de manière

très importante, sur le développement de la petite enfance, l'éducation, la santé, la nutrition et la protection sociale. La Banque mondiale investira d'une manière très conséquente sur le développement humain pour les 10 prochaines années. Un autre grand axe prioritaire concerne également la croissance inclusive. Dans cette optique, l'amélioration de la gestion fiscale et du climat des investissements sont des points à ne pas négliger.

LA MAJEURE PARTIE DE LA POPULATION MALGACHE VIT ENCORE EN MILIEU RURAL. QUELLES SONT LES POLITIQUES ADÉQUATES POUR QUE CE DERNIER PUISSE ÊTRE UN RELAIS DE CROISSANCE ?

L'amélioration des productivités rurales doit se faire dans une optique autre que celle de la subsistance. Il ne faut pas occulter l'investissement dans les infrastructures énergétiques qui est une garantie de développement de Madagascar. On ne peut pas développer le secteur productif sans accroître les capacités énergétiques du pays. Ces points ont été discutés avec les dirigeants du pays. Ils seront mis en œuvre dans le nouveau Cadre de partenariat pays (CPP) qui a été présenté fin juillet (*le nouveau CPP de la Banque mondiale avec la République de Madagascar, approuvé par le Conseil d'Administration le 27 juin, a été présenté officiellement le 27 juillet, NDLR*).

----- H.H.



septième art

Les films malgaches font leur cinéma

Les plaintes sont nombreuses face aux difficultés de la production cinématographique malgache. Comme les irréductibles gaulois, les cinéastes résistent et tentent d'exister.



Hilda Hasinjo et Haingo Rajoelison

Les Rencontres du film court (RFC) sont dorénavant une fenêtre d'un cinéma malgache qui s'ouvre sur le monde. Depuis cette année, elles étreignent les couleurs du panafricanisme. Les compétitions ont accueilli un grand nombre de jeunes cinéastes venus des quatre coins de l'Afrique.

« **MADAGASCAR SERA** le rendez-vous de la nouvelle génération de faiseurs de film de toute l'Afrique », se réjouit Laza Razanajatovo, directeur de l'évènement. Ce qui offre une opportunité aux réalisateurs et acteurs locaux de s'enrichir de la multiculturalité du continent noir et de se surpasser. Il s'agit également de prendre un recul et de poser un regard critique sur l'évolution de ce domaine à Madagascar. À l'heure où le numérique a réussi à prendre d'assaut une part considérable du marché cinématographique mondial, les rues de la capitale et des autres villes de province croulent plutôt sous les piles de CD ou DVD. Cet engouement témoigne de l'intérêt

que portent les Malgaches pour le 7^e art. En une décennie, le nombre de foyers équipés de lecteurs en tout genre a largement augmenté. Et ce, même dans les contrées les plus reculées du pays. Le réalisateur, Ludovic Randriamanantsoa, explique que « le Malgache aime le cinéma. C'est pour cela que, même avec une stratégie que l'on qualifierait de ady gasy, les films s'arrachent comme de petits pains ».

LES RARES SALLES qui subsistent, notamment dans la capitale, affichent complet à chaque projection. Une génération de cinéphiles émerge lentement mais sûrement. Un groupe de jeunes (et de moins jeunes) qui s'informent sur les nouveautés et sur « les » films à voir, trouve leur bonheur, en toute illégalité, sur les plateformes de téléchargement. On note également la naissance de cinéclubs où les amateurs du grand écran se réu-

nissent pour des séances de projection suivies de discussions/débats/commentaires. Entre Madagascar et le cinéma, c'est le grand amour. Cependant, le marché local est loin de satisfaire la demande. De nombreux acteurs du 7^e art déplorent l'inexistence de structures. Raymond Rajaonarivelo, illustre réalisateur de Tabataba ou de Mahaleo et parrain à vie des RFC, soutient que « l'État doit jouer son rôle, avec une vraie politique culturelle et cinématographique. Il doit notamment régler les problèmes liés à la production ». Les structures permettent au cinéma d'exister et d'évoluer. Le propos rejoint celui de Ando Raminoson, un cinéaste qui excelle dans les films d'action. « Tant que le cinéma local reste au stade de "cinéma guérilla", dépourvu de fonds, de distribution et de production, il n'y aura jamais d'industrie cinématographique à Madagascar ». Son film Wrong Connexion, co-réalisé avec Colin

Dupré, témoigne de ce manque de moyen, malgré son inventivité et ses qualités. « Nous étions partis de rien et personne n'a été payé pour son travail. Le peu d'argent qu'on a investi, consistait à la location de matériel et au transport », décrit-il. Néanmoins, l'œuvre a été accueillie par des critiques très enthousiastes.

LA PASSION pour le cinéma coûte donc cher pour une génération talentueuse laissée à son sort. Heureusement, il existe des canaux de diffusion plus lucratifs. La télévision permet de pallier les lacunes de la distribution et de la production. Mais là encore, la situation marche à l'envers. Au lieu de recevoir des droits de diffusion ou des droits d'auteurs, les réalisateurs doivent payer pour envisager de diffuser leurs films. Dans cette jungle, deux entités ont réussi à trouver le bon filon : Scoop digital et Horizon Prod, avec leurs « franchises »

Malok'ila et Safelika. « Ce sont les blockbusters à la sauce malgache, affirme Ando Raminoson. Ils raflent les records de vente et de visionnage. » Une aubaine dont la « génération RFC » ne profite pas. « La team RFC est perçue par ces maisons de production comme des cinéastes-élitistes, difficiles à vendre. Cela les pousse à refuser les tentatives d'approche effectuées. Par contre, on trouve que ces structures ne fabriquent en général que des films de distraction. Ce qui n'est pas du tout une mauvaise chose. Les Malgaches ont besoin de distraction. Une nécessité à laquelle ces œuvres répondent parfaitement. Mais Madagascar doit aussi produire d'autres types de films. Le cinéma, au-delà de son rôle de divertissement, a aussi comme fonction de pousser à la réflexion », conclut Ludovic Randriamanantsoa. **P**

Dossier complet à retrouver sur www.politika.mg



Bon-Temps RAMITANDRINARIVO
Directeur de l'Omaci (Office malgache du cinéma)

“ le progrès a horreur du vide... juridique.”

Quel est le cap que s'est fixé l'Omaci ?

Anciennement appelé Tiasary (un fonds du ministère de la Culture et du patrimoine), l'Omaci est un organisme rattaché à l'État érigé sous la tutelle du ministère des Finances et du budget et du ministère de la Culture de la promotion de l'artisanat et de la Sauvegarde du Patrimoine. Il œuvre exclusivement pour le développement et la professionnalisation du domaine cinématographique à Madagascar. L'office a quatre principales missions dont, entre autres, la réglementation et la régulation des métiers de l'image animée. Il propose aussi de l'aide et un soutien aux divers acteurs travaillant dans le domaine du 7^e art, et il facilite l'information et les concertations.

Quels sont les défis à relever ?

Le secteur de la cinématographie peut être un grand facteur de développement socio-culturel et économique. Tous les corps qui le composent, proposent une infinité d'opportunités financières et professionnelles. Je dirais que le plus grand problème qui était à résoudre était le vide juridique. Sans textes officiels, on ne peut sécuriser le métier et, de ce fait, on ne peut offrir un cadre favorable aux jeunes artistes locaux. On note actuellement un nombre important de tournages illicites dans le pays, dont plusieurs sont faits par de grandes industries cinématographiques mondiales. Et évidemment, nous ne bénéficions nullement des retombées de ces activités.

Quelle politique engage alors l'Omaci pour avancer dans la bonne direction ?

Le plus grand chantier déjà réalisé est le projet de loi portant sur la Politique nationale du cinéma, adopté en conseil des ministres en avril, dont on attend les décrets d'application. Nous avons aussi établi - avec 35 personnes travaillant dans divers corps de métier - un document-cadre d'actions prioritaires quadriennales (2016-2019). Actuellement, on peut dire que l'Omaci est en bonne voie pour devenir un Établissement public à caractère industriel et commercial (Epic).



Hilda Hasinjo

Oui, le monde à l'envers pour l' « envers du monde »



Une chronique de...

Elia RAVELOMANANTSOA

C'est dans le monde de la communication qu'elle a œuvré activement avant de s'intéresser de près à la vie de la cité. En 1990, elle a fondé Synergy communication, une agence pionnière dans le secteur de la communication et de l'événementiel. De 2011 à 2014, Elia Ravelomanantsoa est ministre de la Culture et du patrimoine. Elle est actuellement active au sein du Conseil national d'orientation, après avoir mis en place l'Agence malagasy pour le développement des entreprises.

Nous avons la spécificité d'une mutation générationnelle, qui s'effectue au rythme de nos crises et à l'aune du nom de nos présidents de la République. Générations Tsiranana, Ratsirakistes, Ravalomanistes, Rajoelinistes et petite exception, HVMistes. Nullement comme ailleurs, des générations mesurées par siècle de pensée comme celle des lumières ou autres

chiffres et lettres des 2.0, des x et des y. La revendication du renouvellement

de la classe politique est souvent basée sur les turpitudes

sinon les travers de celles

précédentes, jugées trop

corrompues, loin de la réalité

du peuple, de pratique « infanticide » et n'ayant

concedé de place ni aux potentiels

d'inconnus, encore moins aux dauphins

formés en leur propre sein. Toutefois, cahin-caha, le changement

de personnes s'opère. Les nouveaux se

réclament d'une éthique et de valeurs, jusque-là non appliquées

par leurs aînés. Généralement, sans vouloir

s'attarder sur l'aspect navrant de toute

élection devenue essentiellement une opération

de placement financier, ces nouvelles

générations battent campagne en fustigeant

sans plus aucun respect ni déférence

verbale, leurs challengers. Curieusement, en

n'ayant jamais pris soin une seule fois, de se renseigner,

ni sur ce qui sera inmanquablement

leurs contextes, ni les cadres légaux

de leurs prochains rôles, encore moins de la situation

dont ils hériteront une fois élus. Pour eux, refaire le monde

c'est s'asseoir sur « comment ça a marché » et d'affirmer que rien ne

marche. L'histoire politique n'étant apparemment qu'une illustration

d'incompétences successives. Pour la plupart, faire de la politique c'est rejoindre un star-système, employer le pouvoir politique pour faire des affaires, pour le paraître et, quelquefois, pour pouvoir enfin se venger de quelque chose ou de quelqu'un dont personne n'a encore idée. En définitive, souvent pour ce qu'il y a de plus noire dans une âme. Pour les travers des mondanités, l'envers du décor.

Aussi, une fois élu et confrontés aux faits, ils en oublieront qu'ils s'étaient portés volontaires pour résoudre les conséquences d'une crise avérée et en proposer des solutions. Pire, oublié qu'ils ont demandé, quemandé, la confiance d'autrui, du simple citoyen. Et sans vergogne, ils iront même jusqu'à se plaindre d'avoir eu la mauvaise part de l'héritage, avouant inconsciemment leur glaçante non-conscience. Ne s'étant jamais attachés à savoir de quoi il en retournait réellement.

Toute honte et dignité bues, ils affirmeront que malgré toutes les manettes du pouvoir

entre les mains, la tâche est encore plus compliquée

par les contradicteurs et autres « jalouseurs » de leurs

statuts soudains, ou encore des interpellations ou critiques

incessantes de l'opposition dont, par ailleurs, c'est le rôle.

Plus que la population qu'ils administrent, ils vont se plaindre.

De la mauvaise volonté, de la non sincérité, jusqu'aux ombres qu'on leur fait. Ils

mettent leur comportement sans hauteur, sans parole, sans appropriation

de la responsabilité d'un destin commun, sur le compte de plombs

dans les ailes que finalement tout le monde leur aurait mis.

Quant au simple citoyen, il prend juste exemple. Lui aussi

marche désormais, le ventre vide, le cœur désenchanté

et la tête à l'envers. Oubliant ses valeurs communes, n'ayant plus

la niaque pour les révolutions, redoutant le *vulnerant omnes, ultima neeat*.

Que toutes blessent mais que la dernière pourrait tuer. Vendre son

âme au diable et espérer le ciel. Tels nous sommes, sans nous

assumer tels quels. P

Pour la plupart, faire de la politique c'est [...] employer le pouvoir politique [...] pour ce qu'il y a de plus noire dans une âme.



Revue française de droit constitutionnel, numéro 110

Tsiory Razafindrabe est doctorante en Science politique à l'université Paris Est Marne-la-Vallée, boursière de l'Académie des sciences et chargée d'enseignements à l'université Paris 13 - Sorbonne Paris Cité 3. Dans le numéro 110 de la prestigieuse *Revue française de droit constitutionnel*, elle fait un commentaire du livre *La loi sur le statut de l'opposition à Madagascar : un mal nécessaire*, le quatrième ouvrage composé par Toavina Ralambomahay. Pour elle, ce dernier s'essaye à décrire et à commenter la loi malgache portant statut de l'opposition et des partis d'opposition qui comporte 26 articles et qui a été promulguée en septembre 2011, sous la présidence de Andry Rajoelina. Elle détaille également l'approche initiée dans l'ouvrage.

Revue française de droit constitutionnel. Édition Presses Universitaires de France

Rapport d'étude sur l'alignement des grilles indiciaires des fonctionnaires à Madagascar

L'alignement des grilles indiciaires est l'un des serpents de mer du fonctionariat malgache. Ce rapport met à la disposition des organisations syndicales des produits d'expertise incluant les documents d'analyse juridique, administrative, économique relatifs à l'alignement des grilles indiciaires ainsi qu'un éventuel impact budgétaire de ce projet. Les résultats de l'étude montrent la diversité des grilles indiciaires appliquées pour des fonctionnaires de même niveau d'étude, de même catégorie et de même stade d'avancement. Les critères d'attribution de ces différentes grilles indiciaires ne sont pas explicités. Les fonctionnaires travaillant dans le secteur social semblent être les plus lésés tandis que ceux qui ont une mission de contrôle, de sécurité et d'enseignement supérieur sont favorisés.

Disponible auprès de la FES



Évaluation finale du projet : le syndicat fort – agent de développement durable

Les syndicats de Madagascar rencontrent aujourd'hui de nombreux défis qui les empêchent d'avoir un impact suffisamment consistant pour pousser l'agenda syndical. Fort de ses 80 années d'expérience, le mouvement syndical de Madagascar a cependant été affaibli par des contraintes multiples de différents ordres socio-économiques, politiques, structurels, législatifs et idéologiques (voir *Politikā* 5). Ce document met en exergue la série d'actions de restructuration, de réflexions et de mobilisation qui a été réalisée durant le premier semestre de l'année 2017 avec la participation des leaders syndicaux et des représentants des travailleurs afin de renforcer la légitimation des syndicats à l'endroit des travailleurs et d'augmenter leur influence vis-à-vis des partenaires sociaux.

Disponible auprès de la FES



TOPS & FLOPS

• Une **grande première** en **Afrique**. Saisie par l'opposition, la **justice kényane a invalidé la victoire d'Uhuru Kenyatta** en raison de « **irrégularités** » lors de l'élection du 8 août.

• Le général **Pily Gilbain**, ancien commandant de la Gendarmerie nationale, n'a **pas mâché ses mots** à l'encontre de la **classe politique**. Il l'a **accusée** d'occasionner de **graves méfaits** sur les **forces de l'ordre**.

• De **jeunes engagés** veulent lancer le concept d'**éco-village** dans la ville de **Toamasina**. Soutenue par des acteurs du secteur privé, l'association **My crew** veut **construire un village** étalé sur **2 620 m²**.



• Un **bilan négatif**. 75 193 sur les 181 014 candidats aux **examens du baccalauréat** ont obtenu leurs diplômes **cette année**.

• Près de **410 000 personnes** se trouvent toujours dans des **situations d'urgence** ou de **crise** en termes d'**insécurité alimentaire** pour la période de **juin à septembre**. Ce qui représente près de **25%** de la population totale des trois **régions du Sud**.

• Le **nouveau code de la route** demeure **méconnu** du grand public. La **loi n°2017-002** a été **adoptée** à l'Assemblée nationale en **mai**.



L'opinion exprimée est individuelle et n'engage que son auteur

Ambition et vitesse : à quand l'indépendance économique ?



Quelques jours avant la fête nationale, la Présidence avait publié dans plusieurs journaux un article intitulé « souveraineté économique ». On y annonçait qu'on devait « finir avec la dépendance [économique] et la mendicité. » Une analyse lucide rejoignant la vision du Professeur Carlos Lopes, invité par la FES la même semaine, pour promouvoir la vision d'une industrialisation verte en Afrique et à Madagascar. L'industrialisation constitue le chemin clé pour achever une indépendance restée incomplète. Le constat est clair : l'économie malgache reste figée au stade colonial. Une économie dont le secteur formel dépend fortement de l'extérieur et qui, surtout, est incapable de produire pour les besoins de sa propre population. Industrialiser équivaut à surmonter le piège extractiviste, à créer de la valeur ajoutée dans le pays même, au lieu de se contenter des miettes qui résultent de la seule exploitation et exportation à l'état brut des ressources naturelles et minières. L'industrialisation valorise également les capacités physiques et intellectuelles d'une population, jusqu'ici contrainte à l'inactivité et au sous-emploi. Avec l'acheminement de la Loi pour le développement industriel de Madagascar (LDIM), le gouvernement se trouve sur le bon chemin. Cette loi aura le potentiel de sonner une véritable transformation révolutionnaire de l'économie du pays. Néanmoins, comme le Professeur Lopes l'a exhorté, ce qu'il faut surtout, c'est de l'ambition et de la vitesse. « Si vous laissez l'industrialisation au seul ministère chargé de l'industrie, c'est perdu d'avance », avait-il martelé. Il est clair qu'un processus aussi transformateur que l'industrialisation ne peut pas être traité comme une politique sectorielle. Il faut que tout le gouvernement et le pays entier s'y mettent afin de réaliser cette transformation structurelle. L'ambition est nécessaire afin d'éviter que chaque ministère travaille pour soi et parce qu'un tel processus ne se lance pas avec quelques ajustements ici et là. Il faut surtout mobiliser des ressources afin de bâtir les infrastructures nécessaires. Depuis quelques mois, on observe une certaine frustra-

tion du gouvernement vis-à-vis des bailleurs traditionnels. Les fonds, libérés au compte-goutte, empêcheraient un développement plus rapide. Ce n'est peut-être pas faux. Mais force est de constater que l'obsession malgache envers la communauté internationale est unique au monde. Aucun pays au monde n'a été développé par les bailleurs. Le processus de développement est toujours un processus intrinsèque. Les Partenaires techniques et financiers peuvent assister positivement ou négativement, mais en aucun cas, ils ne sont les moteurs de ce processus. Le Professeur Lopes a mentionné à plusieurs reprises l'exemple éthiopien. L'Éthiopie a connu un essor fulgurant ces dernières années. La construction du grand barrage pour la Renaissance éthiopienne est le projet le plus symbolique de l'émergence de ce pays. Il a été presque complètement autofinancé. La Banque mondiale avait refusé de le faire, les autres bailleurs traditionnels aussi. Addis-Abeba, qui a jugé que ce projet « catapulterait » le pays vers la modernité, a décidé de faire cavalier seul. Dans un grand effort patriotique, tous les Éthiopiens, de la diaspora et des plus riches aux plus modestes, ont contribué à un effort purement national. Le même élan ne serait-il pas possible à Madagascar ? Ce n'est pas l'argent qui manque, c'est sa redistribution qui pose problème. Sous nos cieux, la pauvreté publique contraste avec une richesse privée cachée. Le Professeur Lopes a parlé lucidement de « l'informalité des riches. Celui qui s'attaquerait à ce problème - à ces élites économiques parasitaires qui disposent souvent d'une protection politique - sera le sauveur de ce pays. Le développement est un processus collectif qui nécessite des efforts communs. Ambition et vitesse sont les deux ingrédients d'une politique transformatrice. Ambition parce qu'il faut trancher, décider et oser. Et vitesse parce que l'état actuel des choses, où 47% des enfants malgaches sont mal nourris, ne se prête pas à une concertation au *mora mora*. Il faut le dire peut-être une fois sans voile diplomatique : ce retard qu'on prend tue. Il tue chaque jour, chaque heure des enfants de ce pays. **P**

Marcus SCHNEIDER

politikā

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Marcus SCHNEIDER

DIRECTEUR DE PUBLICATION ADJOINT
Jean Aimé RAVELOSON

COMITÉ DE LECTURE
Dominique RAKOTOMALALA
Hanta ANDRIANASY
Jean Aimé RAVELOSON
Marcus SCHNEIDER
Mireille Ratoaveloson

DIRECTEUR GÉNÉRAL FONDATEUR
Tanteliarimiza RAKOTOMALALA

DIRECTEUR DE CRÉATION
Toky RAJAONA

RÉDACTEUR EN CHEF
Andriamanambe RAOTO

DIRECTEUR ARTISTIQUE
Nirilanto RAMANAMISATA

ATTACHÉ DE PRODUCTION
Anjasoa RANDRIANASOLO
Miangaly ANDRIANALY

ÉQUIPE PERMANENTE
Alain ILONIAINA
Hilda HASINJO
Karina ZARAZAFY

CONTRIBUTEURS
Elia RAVELOMANANTSOA
Fredy RAJAONERA
Haingo RAJOELISON
John MIANDRARIVO
Misaina RAKOTONDRATSIMA
Rado RATOBISAONA
Simon ALLISON
Van-Lee BEHAJA
Yves ROBINSON

SECRETARIAT DE RÉDACTION
Pela RAVALITERA

PHOTOS
Alain ILONIAINA
Banque mondiale
FES
Gino RAMIADAMAHEFA
Henitsoa RAFALIA
Mamy RAEL
Mamy RANDRIANASOLO
Nirilanto RAMANAMISATA

redaction@politikā.mg

Politikā est une publication de



La reproduction, même partielle, des articles et illustrations parus dans Politikā est interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur. Politikā décline toute responsabilité pour les documents remis.



la politique, à portée de clic.

retrouvez la version 100% numérique de politikā, où vous voulez, quand vous voulez, sur www.politika.mg

suivez politikā sur
redaction@politikā.mg

politikā
vivons la politique. différemment.

politikā

vivons la politique. différemment.